Les enjeux du patrimoine culturel

à l'échelle des villes et communes



28 mars 2025

SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS



Chapelle Saint-Corneille, Mille (Beauvechain) © Mathieu Bertrand

Édition
Administration communale de Beauvechain
Place Communale, 3 – 1320 Beauvechain

Éditrice responsable
Carole Ghiot, Bourgmestre

Coordination
Mathieu Bertrand
Estelle Moureau

Graphisme
Sophie Vets

Impression
Beauvechain 2026

Diffusion gratuite / Version numérique accessible via :
Le texte engage la seule responsabilité des auteurs.

illustration de couverture : L'église Saint-Martin, Tourinnes-la-Grosse © Ger Spendel

Sommaire

Préface *4*

Introduction et remerciements *8*

L'intérêt d'un plan de sauvegarde pour les biens culturels,
par Gilles Mahieu, Gouverneur du Brabant wallon *12*

Le rôle de l'Agence wallonne du Patrimoine auprès des villes et communes,
par Vincent Léonard, Historien de l'Art à la Direction de la Zone Centre et Corinne Roger,
Directrice à la Direction du Développement stratégique - AWaP *16*

La Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles. Une assemblée de spécialistes au service du Patrimoine, par Geneviève Mohamed,
Secrétaire permanente de la CRMSF *28*

Les enjeux contemporains de la gestion des cimetières, par Xavier Deflorenne,
Expert Attaché-Coordinateur et Mélanie Appeldoorn, Architecte paysagiste,
de la Cellule de gestion du patrimoine funéraire - SPW *32*

Préservation et valorisation du Patrimoine culturel par la Fédération Wallonie Bruxelles : Musées, Centres d'Archives, Trésors du patrimoine mobilier, éléments emblématiques du patrimoine immatériel..., par Maxime Callewaert, Attaché-Coordinateur à la Direction
du patrimoine culturel - FWB *42*

Tourisme et Patrimoine en Brabant wallon,
par Joseph Tordoir, Président de la Maison du Tourisme du Brabant wallon *48*

Les opérations de développement rural et les outils de la Fondation Rurale de Wallonie, par Simon De Paepe, Agent de développement à la FRW *52*

Le patrimoine ordinaire, une ressource sous-estimée de nos territoires,
par Bénédicte Dawance, Coordinatrice de la Maison de l'urbanisme du Brabant wallon *56*

L'église au milieu du village, par Christian Pacco, Administrateur-Délégué
du Centre Interdiocésain du Patrimoine et des Arts Religieux - CIPAR *62*

Nature et patrimoine : atouts, faiblesses, opportunités et/ou menaces ?,
par Vincent Bulteau, Conseiller en Environnement & Développement Durable
à l'Administration communale de Beauvechain *68*

La Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté de Beauvechain,
par Mathieu Bertrand, Directeur du Service Mémoire et Citoyenneté *76*

Conclusion *82*

Préface

Prise de parole de Carole Ghiot,
Bourgmestre de Beauvechain

Madame la Députée et représentante de Madame la Ministre-Présidente
de la Fédération Wallonie-Bruxelles, chère Armelle,
Monsieur le Gouverneur, Gilles Mahieu,
Monsieur le Député provincial, cher Benjamin,
Mesdames et Messieurs en vos divers titres et qualités,

En tant que Bourgmestre de Beauvechain, je tiens à vous souhaiter la bienvenue au sein de notre Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté. Cette Maison abrite le Service Mémoire et Citoyenneté qui œuvre déjà depuis fin 2016 à la création de projets transversaux qui mêlent patrimoine bâti et non bâti, culture, enseignement, urbanisme, mémoire et histoire ; le tout en ayant comme objectifs, une meilleure compréhension de son environnement et de son identité territoriale, la médiation, la sensibilisation et la protection de notre patrimoine culturel au sens large ainsi que la cohésion via la mise en exergue de nos dénominateurs communs.

Ce Service collabore très régulièrement avec notre Centre culturel mais aussi avec nos écoles et plusieurs de nos services communaux. Son expertise a déjà bénéficié à d'autres communes, qu'elles soient du Brabant wallon ou d'ailleurs et je m'en réjouis, car si la Maison de la Mémoire travaille en priorité pour et avec les habitants de Beauvechain, elle entend aussi être le partenaire privilégié des communes en matière de médiation du patrimoine à l'échelle locale.

C'est donc bien naturellement qu'elle a organisé avec notre soutien, cette journée dédiée aux enjeux du patrimoine culturel à l'échelle des villes et communes du Brabant wallon. Comme vous avez pu le voir, le programme est riche et les orateurs représentent une bonne partie du secteur du patrimoine culturel au sens large. A vous tous, vous regroupez plus de la moitié des communes du Brabant wallon, ce qui est déjà une belle réussite.

Avant de passer la parole à Madame Gysen, je tiens aussi à remercier tout particulièrement les intervenantes et les intervenants pour le temps qu'ils ont décidé d'octroyer à cette journée d'échanges. Sachez aussi que sera éditée une plaquette qui regroupera le contenu de chaque intervention. Cette dernière sera disponible en version papier mais aussi accessible en ligne d'ici 2026.

Merci à toutes et tous.

Prise de parole d'Armelle GYSEN, Députée wallonne et représentante de Madame la Ministre-Présidente Elisabeth Degryse, en charge de la Culture à la Fédération Wallonie-Bruxelles

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Gouverneur,
Monsieur le Député provincial,
Chers vous toutes et tous,

Je me réjouis d'être ici aujourd'hui pour représenter Elisabeth Degryse, Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, qui ne pouvait être présente mais qui salue pleinement la démarche entreprise.

En tant que Députée régionale et membre du Parlement de Wallonie, j'ai le privilège de siéger au sein de la Commission du Tourisme et du Patrimoine, un espace d'échange et de décision essentiel pour la préservation et la mise en valeur de notre patrimoine culturel. Cette commission travaille activement à développer des stratégies et des politiques qui permettent à notre région de conserver et de dynamiser son héritage culturel, en intégrant les enjeux contemporains tels que la digitalisation, la conservation durable et la transmission intergénérationnelle. Nous savons à quel point les défis dans ces matières sont nombreux. Il ne s'agit pas seulement de protéger nos monuments et sites historiques, mais aussi de veiller à leur accessibilité, à leur valorisation touristique et à leur inscription dans une dynamique culturelle moderne. Le travail de la Commission du Tourisme et du Patrimoine vise à renforcer les synergies entre les pouvoirs locaux et régionaux, notamment en soutenant les initiatives communales qui placent le patrimoine au cœur de leur développement.

Je suis intimement convaincue que le lien entre le tourisme, le patrimoine et la culture est un levier majeur pour le développement de la Wallonie. Nos sites historiques, nos traditions et notre richesse architecturale doivent être protégés et promus, et c'est ensemble, par des initiatives comme celle-ci, que nous pouvons assurer la pérennité et le rayonnement de notre patrimoine. En tant que conseillère communale à Chaumont-Gistoux, je mesure aussi l'importance de l'implication des communes dans cette dynamique. Nos villes et villages sont les premiers gardiens de cette mémoire collective, et c'est à travers leurs actions concrètes que nos politiques prennent tout leur sens.

Je me réjouis donc de cette journée qui permet de croiser les regards et de mettre en lumière le rôle fondamental des communes dans la préservation et la valorisation du patrimoine culturel. Plus nous communiquerons ensemble, plus nous serons en mesure de développer des projets ambitieux et porteurs de sens.

Merci à toutes et tous.



Eglise de Saint-Remy-Geest © PBVW – Rita Van de Walle

Introduction et remerciements

Mathieu Bertrand,
Directeur de la Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté

Le patrimoine culturel au sens large est une matière qui prend place au cœur de bon nombre de missions communales, qu'il s'agisse de l'élaboration d'un plan d'urgence, d'urbanisme et d'aménagement du territoire, de tourisme, de gestion des cimetières ou encore du suivi du patrimoine protégé.

Consciente que les futurs échevins ou échevines en charge du patrimoine, de l'urbanisme, du tourisme, des cimetières, de la culture, des travaux, de l'enseignement ou encore de l'ATL (Accueil Temps Libres) et des ainés n'ont pas forcément une connaissance juste des interpénétrations qui existent entre leurs charges, les missions y afférentes et les enjeux liés aux matières patrimoniales, la Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté de la commune de Beauvechain a souhaité organiser une journée d'information dédiée aux Collèges communaux du Brabant wallon fraichement mis en place au lendemain des élections de 2024.

Le public invité en priorité était les édiles communaux du Brabant wallon, mais la volonté était d'y convier également les services techniques et de l'urbanisme de toutes les communes de la province ainsi que les membres des CCATM, des Centres culturels et des Cercles d'Histoire et d'Archéologie.

Cette journée d'information intitulée **Les enjeux du patrimoine culturel à l'échelle des villes et communes** s'est déroulée le 28 mars 2025 dans les locaux de la Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté sis à Tourinnes-la-Grosse. L'organisation de l'évènement a été prise en charge par la Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté qui est un service communal actif depuis fin 2016. Il vise la création de projets sur base de son champ d'action (mémoire, patrimoine, histoire, citoyenneté). Ces projets ciblent un large public allant des ainés jusqu'aux plus jeunes, sur son territoire communal mais aussi bien au-delà. Elle est à l'origine de nombreuses initiatives et publications dont la dernière en date est un *Guide pratique* à destination des villes et des communes en vue de réaliser un Plan de Sauvegarde de leurs Biens Culturels.

L'objectif de cette journée du 28 mars était de donner la parole aux acteurs clés dans ce secteur en Wallonie afin d'informer du rôle de chacun mais aussi des aides, des obligations, des opportunités possibles et des outils existants à la faveur du patrimoine culturel et historique des communes.

Le public a répondu présent en nombre et a pu apprécier les prises de parole du Gouverneur du Brabant wallon, de l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP), de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF),

mais aussi de la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire, de la Direction du Patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles, du Centre Interdiocésain du Patrimoine et des Arts Religieux (CIPAR), de la Fondation Rurale de Wallonie (FRW) et de la Maison de l'urbanisme du Brabant wallon, ou encore du Président de la Maison du Tourisme du Brabant wallon ainsi que celle du Service Environnement & Développement Durable de l'administration communale de Beauvechain.

Les orateurs qui se sont succédé ont été nombreux, si nombreux que cette session n'a pas permis à trois autres acteurs majeurs dans le paysage du patrimoine wallon de pouvoir s'exprimer. Il s'agissait de **l'ASBL Qualité Village Wallonie** qui accompagne les communes rurales au bénéfice de leur patrimoine ; de **l'ICOMOS Wallonie-Bruxelles**, qui est une émanation de l'ICOMOS international sur notre territoire, et donc du conseil international des monuments et de sites. Elle a pour but de promouvoir la conservation, la protection, la restauration et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites, principalement dans la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, mais qui a aussi une expertise pour le patrimoine à l'échelle mondiale. Son Président nous a fait l'honneur d'être présent également ; et enfin **l'IRPA**, L'Institut royal du patrimoine artistique qui est un établissement scientifique fédéral qui prend soin du patrimoine belge : qu'il s'agisse d'œuvres d'art, de monuments et d'objets emblématiques de notre passé. Cet Institut vise à l'excellence en matière de recherche et de conservation-restauration.

La présente publication synthétise les différentes interventions de la journée et se veut être un annuaire autant qu'un outil pratique à destination des usagers et des gestionnaires communaux, qu'ils fassent partie des décideurs ou des administrations mais aussi des citoyens en général. Pareille édition n'aurait pu voir le jour sans le soutien financier de l'Agence wallonne du patrimoine et l'assentiment de Madame la Ministre du Patrimoine, Valérie Lescrenier. Enfin, rien n'aurait pu être possible sans la pleine adhésion de la commune de Beauvechain et en particulier de son Collège communal et de sa Bourgmestre, Carole Ghiot. Qu'ils en soient par ces quelques lignes, toutes et tous, chaleureusement remerciés !



Girouette, Nodebais © Atelier de l'Image

L'intérêt d'un plan de sauvegarde des biens culturels

Gilles MAHIEU,
Gouverneur du Brabant wallon

Le patrimoine culturel incarne notre histoire, nos valeurs et notre mémoire collective, rendant sa préservation capitale. Face à l'évolution des crises et à la fragilité du patrimoine, repenser nos approches de protection s'avère impératif. Cette intervention explore l'importance d'un plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC) et son intégration avec le plan interne d'urgence (PIU), en s'appuyant sur l'exemple concret qu'est la démarche effectuée par la commune de Beauvechain.

Les crises, naturelles ou humaines, ont évolué, multipliant les événements imprévus. Des exemples récents, comme l'incendie du Musée National du Brésil en 2018, celui de Notre-Dame de Paris en 2019 ou encore les inondations de juillet 2021, ont révélé la vulnérabilité de notre patrimoine. Ces événements soulignent la nécessité de mesures de protection robustes et proactives.

Des initiatives comme le « Plan POMPÉI » et le Comité belge du Bouclier Bleu visent à créer une base légale pour que les institutions culturelles se dotent des outils nécessaires en termes de prévention et de PIU. L'objectif est d'adapter les procédures existantes de PIU au patrimoine, ce qui permet de travailler sur les deux tableaux et mettre en place des procédures rapides et efficaces.

En effet, dès 2017, une réflexion poussée a été engagée sur la protection du patrimoine culturel en cas de catastrophe. Intégrer la dimension patrimoniale dans nos outils de gestion de crise et de planification d'urgence est essentiel. Le PSBC et le PIU doivent travailler main dans la main pour protéger notre patrimoine.

Le PIU et le PSBC sont indissociables. La prévention et la gestion dynamiques des risques sont au cœur de ces démarches. Connaître son bâtiment, prévoir des lieux de mise à l'abri, mettre en place des mesures de prévention et des procédures d'intervention, et prioriser les risques sont cruciaux.

En cas de crise, la phase d'urgence consiste à sauver ce qui peut l'être et à limiter les dégâts. Cela implique de protéger le bâtiment, de prioriser les œuvres à sauver, et de mettre à l'abri les œuvres évacuées. La rapidité et l'efficacité des interventions sont essentielles pour minimiser les pertes.

Impliquer rapidement l'ensemble des partenaires et autorités compétentes, tels que la commune, le Gouverneur, les disciplines, en particulier la Zone de Secours, est crucial. La collaboration et la coordination sont essentielles pour une gestion efficace des crises.

La commune de Beauvechain est un exemple concret et pour ainsi dire unique d'une commune « Bouclier Bleu ». Plus qu'un simple inventaire du patrimoine local, c'est toute une philosophie qui a été mise en place avec, comme aboutissement, la rédaction d'un guide pratique « pas à pas » à destination de tout qui désire se lancer dans une démarche de protection de son patrimoine. Ce guide servira très certainement de modèle pour d'autres communes souhaitant protéger leur patrimoine culturel.

Dans le Brabant wallon, plus généralement, la déclaration de politique provinciale 2024-2030 met l'accent sur une résilience accrue face aux risques, notamment au niveau

du patrimoine culturel. Les communes seront incitées à développer leurs plans « Bouclier Bleu » de prévention des risques pouvant affecter leur patrimoine culturel, à l'intégrer dans leur plan d'urgence communal avec l'appui des services du Gouverneur, et à soutenir financièrement les mesures de préservation recommandées pour la mise en œuvre de ce plan.

Dans ce cadre, le Gouverneur du Brabant wallon et ses équipes sont à disposition pour accompagner les communes dans cette démarche. Recenser l'ensemble de votre patrimoine public et les risques y afférents, sensibiliser les acteurs du patrimoine de votre commune sur l'importance d'avoir un PIU en ordre de marche, et les sensibiliser à la réalisation d'un PSBC sont essentiels.

Le message : inspirez-vous des bonnes pratiques, telles que celles de la Fondation Folon et de la commune de Beauvechain. Formez-vous, car de nombreuses formations de qualité sont disponibles. Le rôle essentiel du conseiller en planification d'urgence ne doit surtout pas être sous-estimé.

En conclusion, la protection de notre patrimoine culturel est une responsabilité collective. En mettant en place des plans de sauvegarde des biens culturels et en les intégrant avec les plans internes d'urgence, nous pouvons protéger notre patrimoine pour les générations futures. L'exemple de Beauvechain montre que des actions concrètes et coordonnées peuvent faire une différence significative. Il est temps d'agir pour préserver notre héritage culturel.

CONTACT

Chaussée de Bruxelle
61 - 1300 Wavre

+32 10 23 67 20
cabinet@gouverneurbw.be



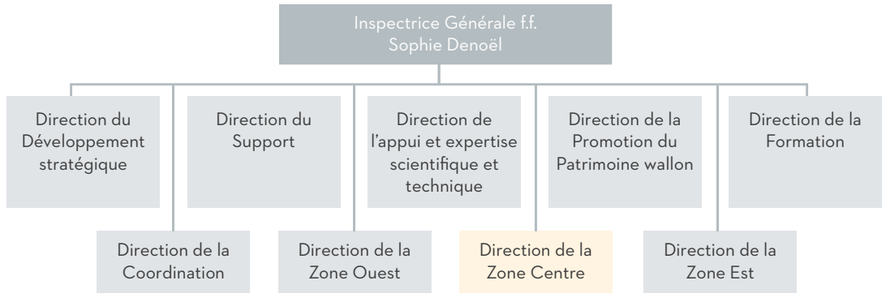
Chapelle du Rond-Chêne, Tourinnes-la-Grosse © Serge Hennebel

Le rôle de l'Agence wallonne du Patrimoine auprès des villes et communes

Vincent LÉONARD,
Historien de l'Art, AWaP-DZC

Corinne ROGER,
Directrice de la Direction du Développement stratégique

La Direction de la Zone Centre,
implantation du Brabant wallon au sein des l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP)



L'Agence wallonne du Patrimoine est composée de différentes Directions ayant chacune ses compétences. Parmi celles-ci, il y a trois Directions opérationnelles par zone qui possèdent les mêmes compétences mais pour des territoires différents. La Zone Ouest concerne la province du Hainaut, la Zone Est la province de Liège et la Zone Centre regroupe les provinces du Luxembourg, de Namur et du Brabant wallon possédant chacune une implantation distincte. En ce qui concerne le Brabant wallon, l'implantation est située à Wavre, Avenue Einstein n°12.

Parmi les compétences exercées par les Directions opérationnelles des différentes zones, on peut citer : le suivi des procédures relatives aux actes et travaux sur biens classés, le suivi des chantiers de restauration de biens classés comme monument, la remise d'avis lors de la procédure de traitement des permis d'urbanisme lorsqu'un bien patrimonial est concerné, la réalisation de l'Inventaire régional du patrimoine, la réalisation d'opérations archéologiques, le traitement de subventions pour la restauration de biens patrimoniaux. Toutes ces compétences font que ces Directions sont en contact permanent avec les différents acteurs jouant un rôle dans la protection du patrimoine : les administrations communales, le Service du Fonctionnaire délégué, les propriétaires de biens patrimoniaux, les architectes, ...

Les agents de ces Directions, notamment ceux de l'implantation de Wavre en Zone Centre, pour les communes du Brabant wallon, sont également disponibles pour répondre à toute question émanant des administrations communales ou de la population, liée aux compétences qu'ils exercent.

La protection du patrimoine : sa réglementation, le rôle joué par les communes

Les différentes catégories de protection du patrimoine

Le Code du Patrimoine prévoit différentes catégories de protection du patrimoine. Dans l'ordre décroissant de l'importance de la protection on retrouve :

1° Le patrimoine mondial (UNESCO) : il comprend des biens qui ont une importance suffisamment exceptionnelle pour transcender les frontières nationales. Ces biens sont caractérisés par la création d'un comité de gestion qui met en œuvre un plan de gestion visant à conserver leur valeur.

La liste du patrimoine mondial est publiée par le Gouvernement wallon (GW) au moniteur et sur le site internet de l'AWaP.

2° Le patrimoine exceptionnel de Wallonie : il s'agit de biens déjà classés qui sont considérés exceptionnels à l'échelle de la Wallonie. Le projet de liste est soumis préalablement à l'AWaP et à la CRMSF. Elle est ensuite publiée par le GW au moniteur et sur le site internet de l'AWaP.

3° Le patrimoine classé : le classement est une reconnaissance légale, il est en effet officialisé par un arrêté du GW. Il comprend des biens qui ont une valeur patrimoniale et un intérêt régional. Ceux-ci doivent également répondre à certains intérêts et critères. Il existe quatre types de classements : comme monument, comme site, comme ensemble architectural et comme site archéologique.

Le Ministre du Patrimoine est compétent pour entamer une procédure de classement.

Il faut mettre l'accent sur l'importance jouée par les communes dans la procédure de classement. C'est ainsi que, parmi les acteurs pouvant proposer le classement d'un bien, on retrouve le Collège communal et la CCATM. Lorsque le Ministre décide d'entamer la procédure de classement d'un bien, il transmet le dossier du projet de classement au Collège communal pour réaliser l'enquête publique et pour avis motivé. Le dossier est également transmis à la CCATM, s'il y en a une, pour avis motivé. Après la clôture de l'enquête publique, le Collège communal transmet le dossier au Conseil communal pour avis motivé.

Pour finir, le Collège communal transmet au Ministre le résultat de l'enquête publique et les différents avis motivés. Le Ministre peut classer le bien dans un délai de 18 mois à partir de la notification du projet de classement.

Tous les niveaux de pouvoir d'une commune et l'entièreté de la population peuvent dès lors jouer un rôle lors de la procédure de classement d'un bien.

4° La liste de sauvegarde : le Ministre peut inscrire sur la liste de sauvegarde tout bien susceptible d'être classé, menacé de destruction, de démolition ou de modification, provisoire ou définitive. Les acteurs pouvant proposer l'inscription d'un bien sur cette liste sont les mêmes que pour la proposition d'un classement. L'inscription sur la liste de sauvegarde se fait par arrêté du GW publié au moniteur. Cet arrêté est notamment transmis au Collège communal et à la CCATM. L'inscription d'un bien est valable 6 mois. Durant ce délai, le Ministre peut entamer la procédure de classement.



La Maison de Simon Brasseur, Nodebais (Beauvechain). Biens pastillé à l'Inventaire régional © Mathieu Bertrand

5° La zone de protection : il s'agit d'une zone établie autour d'un bien classé en fonction des exigences de la conservation intégrée de ce dernier. Elle est déterminée en principe lors de la procédure de classement du bien. Si elle est proposée par après, une procédure identique à celle d'un classement est nécessaire.

6° L'Inventaire régional du patrimoine : cet inventaire est un recensement du patrimoine bâti et non bâti de Wallonie qui présente une valeur patrimoniale au niveau local au regard de plusieurs critères et intérêts. Il a pour objectifs la connaissance, la protection et la gestion des biens inscrits, ainsi que la sensibilisation du public à ceux-ci. Certains de ces derniers sont pastillés, cela vise tout bien inscrit doté d'une valeur patrimoniale particulière, dont la pérennisation est particulièrement souhaitée.

L'inventaire est publié sur le site :
www.inventairepatrimoine.wallonie.be/fr

La liste des biens pastillés est publiée au moniteur.

Il est à noter que le Collège communal peut proposer une inscription ou un retrait d'un bien à l'inventaire, ainsi que l'apposition ou le retrait d'une pastille d'un bien déjà inscrit.

Les actes et travaux sur des biens patrimoniaux

Sur un bien classé (ou assimilé)

Nul ne peut sans autorisation patrimoniale ou plan opérationnel patrimonial préalable :

1° réaliser des actes et travaux sur un bien classé ou assimilé, à l'exception d'actes et travaux d'entretien qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention. Si un permis d'urbanisme est requis, l'obtention de l'autorisation

patrimoniale est une condition préalable à la demande de ce permis.

2° organiser ou réaliser un événement ou une activité qui est de nature à mettre en péril les critères et intérêts qui ont justifié la mesure de protection du bien. Trois conditions cumulatives doivent être rencontrées : l'événement est susceptible de réunir au moins 200 personnes, il est ouvert au public, il est susceptible de générer des revenus.

L'autorisation patrimoniale : la demande d'autorisation patrimoniale se fait par le biais d'un formulaire disponible via le site internet de l'AWaP. Elle peut être transmise à l'AWaP par courrier, par mail ou par « Mon Espace ». Une première réunion de patrimoine est fixée dans les 40 jours de l'accusé de réception. Y est convié un comité d'accompagnement dont fait partie un représentant du Collège communal. D'autres réunions complémentaires peuvent se tenir jusqu'à la finalisation du projet. Chaque réunion est suivie d'un procès-verbal rédigé par l'AWaP. C'est également cette dernière qui octroie l'autorisation patrimoniale.

Il est à noter que l'autorisation patrimoniale peut être délivrée sans la tenue d'une réunion de patrimoine, notamment pour les actes et travaux conservatoires d'urgence et pour ceux qui ont un faible impact sur les caractéristiques du bien classé.

Le plan opérationnel patrimonial (POP) : il permet d'autoriser pour une durée maximale de 10 ans, d'une part la réalisation d'actes et travaux à caractère récurrent ou nécessitant un phasage et qui ne requièrent pas un permis d'urbanisme, d'autre part l'organisation d'évènements à caractère récurrent dans un bien classé nécessitant une autorisation patrimoniale. La procédure est identique à celle de l'autorisation patrimoniale.

La procédure de permis d'urbanisme pour les biens patrimoniaux

Pour un bien classé

- Toute demande de permis doit contenir une copie de l'autorisation patrimoniale.
- Le Collège communal ne peut délivrer le permis que de l'avis conforme du Fonctionnaire délégué.
- Le permis est délivré par le Fonctionnaire délégué s'il concerne un bien inscrit dans la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Pour un bien inscrit dans le périmètre d'une zone de protection

- L'autorité compétente doit solliciter l'avis simple de l'AWaP et de la CRMSF.
- Si des opérations archéologiques sont demandées par l'AWaP, cet avis est conforme.
- Le Collège communal ne peut délivrer le permis que de l'avis conforme du Fonctionnaire délégué.

Pour un bien repris à l'Inventaire régional du patrimoine

Si le bien est pastillé :

- L'autorité compétente doit solliciter l'avis simple de l'AWaP et de la CRMSF.
- Si des opérations archéologiques sont demandées par l'AWaP, cet avis est conforme.

Si le bien n'est pas pastillé : la demande d'avis à l'AWa et à la CRMSF est facultative.

L'archéologie

La notion de grand projet : si un projet concerne une superficie de plus d'un hectare, ou s'il comprend la réalisation d'un tracé linéaire d'une profondeur de 40 cm, d'une longueur de 2500 m (si nouveau tracé) ou de 5000 m (si agrandissement d'un tracé existant), ou s'il s'agit d'un projet d'urbanisation avec ouverture de voirie dans le périmètre de la carte archéologique, l'avis de l'archéologie est préalable à la demande de permis. La demande d'avis se fait par le biais d'un formulaire disponible via le site de l'AWaP.

Le périmètre de la carte archéologique : si la demande de permis rencontre les quatre conditions cumulatives suivantes : elle n'a pas fait l'objet d'une autorisation patrimoniale ou d'un avis sur grand projet, elle concerne un bien inscrit en tout ou en partie dans le périmètre de la carte archéologique , elle ne concerne pas des travaux d'impact limité , elle requière un architecte ; dans ce cas, l'Administration délivrant le permis doit transmettre à l'AWaP une copie de l'accusé de réception relevant le caractère complet de la demande. Celle-ci doit réagir dans les 30 jours.

Les subventions des actes et travaux sur des biens patrimoniaux

Pour un bien classé comme monument ou comme ensemble architectural

Les articles D.88 et R.88-1 à 16 du CoPat détaillent les conditions d'octroi et les différents taux de subvention pour ces biens. Il est à signaler qu'outre les subventions octroyées par l'AWaP, il est prévu que la Commune et la Province où se situe le bien doivent également contribuer au financement pour un minimum de respectivement 1 % et 4 %.

Pour un bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine

Les articles R-89-1 à 6 du CoPat détaillent les conditions d'octroi de cette subvention. Celle-ci s'élève à 75 % du montant des factures et ne dépasse pas 10.000 euros. Pour un bien relevant du petit patrimoine populaire wallon, les articles R.89-7 à 10 du CoPat détaillent les conditions d'octroi de cette subvention. Celle-ci est d'un montant maximal de 10.000 euros.

CONTACT

M. Didier WILLEMS Avenue Einstein, 12 -1300 WAVRE
didier.willems@awap.be
1er attaché d'encadrement

M. Vincent LÉONARD
vincent.marcel.leonard@awap.be
Historien de l'Art

Mme. Leslie VANHELLEPUTTE
leslie.vanhelleputte@awap.be
Architecte

Mme. Véronique MOULAERT
veronique.moulaert@awap.be
Archéologue

Mme. Caroline d'URSEL
caroline.dursel@awap.be
Historienne de l'Art

Mme Bernadette STREEL
bernadette.streel@awap.be
Historienne de l'Art
Inventaire régional
du patrimoine

Un site à retenir :
agencewallonnedupatrimoine.be



Cathédrale Notre-Dame, Tournai
© Jan D'Hondt

La Direction du Développement stratégique

Le rôle de l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP) vis-à-vis des communes s'étend bien au-delà des procédures d'autorisations patrimoniales, de protection et de restauration du patrimoine qui ont été abordées ci-dessus par Monsieur Vincent Léonard.

Vous trouverez ci-après, au nom de la Direction du Développement stratégique, la présentation d'autres missions et actions de l'AWaP en matière de préservation et de valorisation du patrimoine, singulièrement en Brabant wallon.

Valorisation des propriétés régionales

L'AWaP exerce une mission de valorisation de propriétés régionales qui lui ont été confiées par le Gouvernement wallon. Plusieurs de ces propriétés, comme l'abbaye de Stavelot ou l'Archéoforum de Liège permettent à la Wallonie de renforcer son attractivité territoriale en misant sur la valorisation touristique et patrimoniale.

C'est aussi le cas du site de l'abbaye de Villers-la-Ville dont la notoriété dépasse largement les frontières du Brabant wallon. L'abbaye de Villers constitue un des sites-phares de la province mais aussi de la Wallonie. Depuis 2024, la totalité du site a été confiée à l'Agence wallonne du Patrimoine, depuis le transfert de propriété intervenu entre l'Etat fédéral et la Région. Sans attendre ce transfert, cela faisait plusieurs années que l'AWaP investissait pour développer le site régional et lui donner des infrastructures d'accueil et de visite à la hauteur d'un patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Le site a bénéficié de fonds européens pour développer, d'une part un nouvel accueil ainsi qu'une boutique-billetterie. D'autre part, un nouveau parcours de visite permet désormais aux touristes de découvrir l'abbaye depuis des points de vue inédits.

L'abbaye de Villers bénéficie actuellement de crédits du Plan de relance de la Wallonie pour compléter l'infrastructure d'accueil d'un nouveau parking multimodal, équipé de bornes de recharge, d'emplacements pour les mobil-homes mais aussi d'un verger, contribuant ainsi à renforcer la biodiversité locale. L'aménagement de ce parking, la requalification des parkings existants constituent les premiers jalons d'un vaste projet de réaménagement des abords du moulin et de jonction avec la ferme abbatiale par la drève historique.

Mais le transfert fédéral représente un nouveau défi puisque désormais l'AWaP va s'occuper des ruines de l'Enclos sacré et devra orienter ses efforts vers la consolidation et la valorisation des vestiges.

Simultanément, l'AWaP assure le développement de ses autres propriétés, qu'elles soient à vocation touristique ou autre, dans une démarche de réaffectation du patrimoine. C'est le cas de ses deux centres de formation aux métiers du patrimoine : le Pôle de la Pierre sur le site de l'ancienne Carrière Wincqz à Soignies et le Centre de la Paix-Dieu, premier centre de perfectionnement aux métiers du patrimoine en Wallonie, créé dans les bâtiments de l'ancienne abbaye de la Paix-Dieu.

Le patrimoine mondial

Quelques sites en Wallonie bénéficient d'une reconnaissance internationale qui leur confère une grande visibilité mais également des obligations de conservation et de valorisation à la hauteur de cette reconnaissance de l'Unesco.

C'est le rôle de l'AWaP d'assurer le suivi des biens inscrits sur la liste du Patrimoine mondial de l'Humanité. Ce rôle est partagé avec toutes les parties prenantes : propriétaires, gestionnaires de sites, villes et communes, services de la Région…

Patrimoine naturel d'exception, moins connu que d'autres en Wallonie, le bien dénommé « *Forêts primaires et anciennes de hêtres des Carpates et d'autres régions d'Europe* » intègre pourtant une composante wallonne, parmi 93 éléments constitutifs répartis dans 18 pays.

Ce site transnational comporte donc une partie de la Forêt de Soignes qui se situe sur le territoire de la commune de La Hulpe. La zone tampon qui protège le bien au-delà de son périmètre inscrit s'étend même jusqu'aux abords de la commune de Waterloo. A ce titre, *le Code du Patrimoine*[1] entré en vigueur en 2024, prévoit que soit mis en place une structure de gestion et un plan de gestion, au cœur desquels les deux communes ont toute leur place.

La sensibilisation au patrimoine et l'aide aux projets scientifiques

Qu'il soit de portée internationale ou pas, le patrimoine est vivant, notamment grâce à des initiatives locales ou des actions de terrain, portées par des opérateurs soucieux d'assurer une meilleure connaissance et/ou la transmission du patrimoine aux générations futures.

Les subventions facultatives octroyées par l'AWaP sont destinées à encourager les actions de portée locale ou d'intérêt régional, en faveur du patrimoine et de ses métiers. Elles s'adressent à des publics diversifiés et peuvent couvrir une grande variété de projets, qu'ils soient scientifiques, de vulgarisation et/ou de promotion. Les villes et communes sont éligibles à certaines d'entre elles :

- les subventions relatives aux opérations archéologiques : elles visent certaines opérations de fouilles autorisées par l'AWaP, le rassemblement des biens archéologiques dans les dépôts agréés et surtout, dans le cas spécifique des communes, l'exposition au public de biens archéologiques. L'AWaP intervient à hauteur de 75 % des dépenses éligibles ;

- les subventions visant à soutenir les projets de sensibilisation, de valorisation ou de promotion du patrimoine (immobilier) et de ses métiers. Il s'agit

[1] Code du Patrimoine – articles D 8 et sv

des subventions les plus fréquemment demandées par les communes. Elles permettent de donner un coup de pouce à des projets de publications, à des manifestations à destination de tous publics, à des activités de sensibilisation telles que des colloques ou des journées portes ouvertes, par exemple. Il est plus rare que l'AWaP soutienne des spectacles. Il faut en tout cas que ceux-ci aient un lien direct avec le monument ou le site dans lequel ils se déroulent. Il n'y a donc pas de subvention octroyée pour des spectacles qui se reproduisent de lieu en lieu ou dont le thème n'a pas de rapport direct avec le site. Le lien doit être avéré. L'organisateur du spectacle qui choisit le site uniquement comme écrin ne peut bénéficier d'une subvention de sensibilisation au patrimoine. Cela ne présuppose aucun jugement porté sur la qualité du spectacle ni sur son potentiel d'attractivité : le patrimoine immobilier est simplement prioritaire.

S'agissant de ces subventions de sensibilisation, le montant octroyé ne dépasse jamais 10.000 € et il doit représenter au maximum 50% des dépenses éligibles qui ne peuvent être inférieures à 1000 €, sans possibilité de présenter des dépenses de fonctionnement.

Référent Patrimoine

Pour conserver ce lien avec le terrain, l'AWaP a mis en place un nouveau dispositif dans le cadre de la réforme du Code du Patrimoine[2] en 2024. Le Référent Patrimoine est appelé à devenir une figure-clé dans la relation entre l'AWaP, les communes et leur patrimoine et, enfin, les citoyens.

Ses missions sont au nombre de 4 :

- assister les communes dans leurs projets « patrimoine » ;
- mettre en place un programme de sensibilisation et de médiation en matière de patrimoine ;
- conseiller les citoyens, les organismes et associations en charge du patrimoine ;
- pour les communes ayant un bien inscrit dans une série sur la liste du Patrimoine mondial ou sur la liste indicative : le référent devra se consacrer uniquement au suivi du bien (structure de gestion et plan de gestion) et développer une véritable interaction avec les autres composantes de la série.

Pour ce Référent Patrimoine, l'intervention régionale couvre :

- 50 % du coût salarial brut ;
- pour un maximum 40.000 €/an ;

[2] Code du Patrimoine – article R 91-10 et sv

L'intervention est liquidée en deux tranches, dont la première, correspondant à 75 % de la subvention annuelle, est liquidée après la notification de la subvention sur la base de la fourniture du contrat de travail, de la convention conclue entre le regroupement de communes.

Qu'elle soit annuelle ou pluriannuelle, cette subvention envisage deux hypothèses :

- l'association d'au moins 3 communes comptant chacune moins de 15.000 habitants ou
- les communes ayant un bien inscrit dans une série sur la liste du Patrimoine mondial ou sur la liste indicative belge en vue d'une reconnaissance.

L'AWaP encourage donc l'utilisation de ce mécanisme de soutien qui favorise le partage des coûts, qui incite à profiter de la valeur ajoutée d'un expert patrimoine dans la politique de protection et de valorisation du patrimoine à l'échelon communal.

Vous l'aurez compris, le rôle de l'Agence wallonne du Patrimoine vis-à-vis des communes ne se limite donc pas à son rôle d'autorité compétente en matière d'autorisation patrimoniale, d'avis sur permis ou d'encadrement des travaux subsidiés de restauration.

CONTACT

Contact pour les subventions de sensibilisation,
les subventions pour opérations archéologiques
et le Référent Patrimoine

subventions.developpement.strategique@awap.be

Sur le site Portail de la Wallonie : **monespace.wallonie.be**

La Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF)

Une assemblée de spécialistes au service du Patrimoine.

Geneviève Mohamed,
Secrétaire permanente de la CRMSF

L'institution

À l'aube de sa fondation, le tout jeune État belge prend conscience de l'importance de protéger ce qu'on n'appelait pas encore le Patrimoine, en créant, en 1835, la Commission royale des Monuments, par arrêté du roi Léopold 1er.

Le rôle confié alors à la Commission consistait à rendre des avis sur *les réparations qu'exigent les monuments du pays, remarquables par leur antiquité, par les souvenirs qu'ils rappellent, ou par leur importance sous le rapport de l'art (...) et sur les plans relatifs aux constructions et réparations des édifices (de culte) et d'autres édifices publics.* Par la création de cette institution, le Gouvernement belge entend renforcer le caractère national parmi la population qui, à peine quelques années auparavant, était encore hollandaise.

Ensuite, dans la foulée du vote de la loi de 1911 sur la conservation de la beauté des paysages, la Commission royale se voit dotée, en 1912, d'une section des Sites. On sent qu'une dimension nouvelle se fait une place dans les considérants du Gouvernement qui confient de nouvelles compétences à la Commission royale, *dans un intérêt esthétique de mettre les beautés naturelles du Pays, ses sites et ses paysages pittoresques à l'abri de la dégradation et dans un intérêt scientifique d'assurer la conservation, dans quelques localités particulièrement intéressantes, de l'aspect primitif du sol, de ses particularités géologiques, des plantes et des animaux indigènes, d'espèces rare ou caractéristiques, ainsi que des vestiges de la préhistoire.*

C'est dans ce courant qu'est adoptée, le 26 mars 1914, la première loi de préservation d'un Site : le champ de bataille de Waterloo.

En matière de protection, la Commission royale a élaboré, de façon évolutive depuis la fin du 19e siècle, une jurisprudence interne de classification des monuments, puis des sites, les plus intéressants du pays. Il s'agissait d'une classification officieuse et purement indicative qui aboutira à la notion de classement telle qu'on l'entend aujourd'hui, qui sera consacrée par le vote de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites. La Belgique se dote ainsi d'un outil juridique permettant une véritable politique de protection du Patrimoine. La Commission devient à partir de cette époque l'organe incontournable pour l'examen des demandes de travaux sur biens classés et la source officielle des dossiers de propositions de classement.

Enfin, il faudra attendre les années 1980 pour que débutent les discussions en vue de l'adoption de la Convention européenne pour la protection du Patrimoine archéologique (La Valette, 1992) et que l'on reconnaisse le rôle primordial de l'archéologie préventive dans l'aménagement du territoire. C'est dans ce contexte que sera créée, en 1989, la section des Fouilles – appelée à présent section de l'Archéologie.

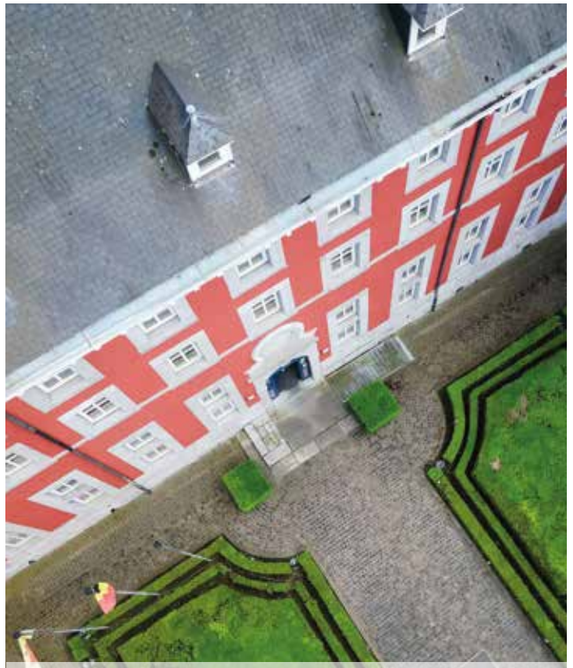
Actuellement, la Commission royale fait partie des instances hébergées par le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) dont le siège est situé dans les locaux du Vertbois à Liège.

Composition

La CRMSF est composée de 70 membres bénévoles, qui forment un collège scientifique d'avis multidisciplinaire et indépendant, désignés par le Gouvernement wallon en fonction de leur expertise et de leur expérience en matière de Patrimoine. Les membres de la CRMSF siègent donc toujours *qualitate qua* et non en tant que représentant d'un quelconque organisme.

Ils se répartissent en trois sections thématiques (Monuments et Ensembles architecturaux, Sites, Archéologie) et divers groupes de travail qui peuvent être transversaux (éoliennes, arbres, patrimoine et énergie, patrimoine moderne, etc.). Parmi les domaines d'expertise représentés, on retrouve la stabilité des constructions, le mobilier et les décors peints, les vitraux, l'organologie, l'archéologie du bâti, les parcs et jardins historiques, la géologie, la géomorphologie, les paysages, la biodiversité arborée ou encore, l'énergie et le développement durable.

Chaque année, les membres se réunissent en Assemblée générale. Enfin, le Bureau, structure faitière de l'Institution, organise les activités de la CRMSF, gère son fonctionnement et harmonise les éventuelles divergences de vues entre les Sections.



Le Vertbois © CESE Wallonie

Missions et activités

Depuis la régionalisation de la matière du Patrimoine (1989), la CRMSF conseille le Gouvernement wallon et adresse au Ministre en charge du Patrimoine des recommandations de politique générale en matière de Patrimoine. Elle prend l'initiative et remet des avis dans le cadre des procédures de protection du Patrimoine, qu'il s'agisse de la reconnaissance du caractère exceptionnel d'un bien, de son classement ou bien encore, de son inscription à l'Inventaire régional du Patrimoine. Elle intervient dans toutes les procédures d'autorisation de procéder à des travaux ou à des fouilles archéologiques sur les biens à caractère patrimonial.

Ainsi, ses avis sont destinés, tantôt à l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP) pour ce qui concerne les biens classés visés par la procédure de réunions de patrimoine où elle intervient en qualité d'expert, tantôt aux autorités compétentes en matière de délivrance de permis d'urbanisme, pour ce qui concerne les biens repris à l'Inventaire régional du Patrimoine (IRP) avec pastille (•) ou en zone de protection d'un bien classé (art. D.IV.35 du CoDT). Pour ces catégories de biens (classés, pastillés à l'IRP ou repris en zone de protection), ses avis, bien qu'obligatoires, ne sont pas contraignants : il revient à l'autorité politique de mettre en balance les différents intérêts en présence, à la lumière des avis rendus et en tenant compte des spécificités de chaque dossier.

Bien entendu, toute autorité, qu'elle soit régionale ou communale, peut à tout moment solliciter l'avis de la CRMSF pour tout dossier dans lequel elle jugerait utile de bénéficier de l'éclairage de ses membres.

Enfin, la Commission royale mène une politique éditoriale visant à valoriser le Patrimoine, organise certains événements « grand public », notamment à l'occasion de son Assemblée générale ou des Journées du Patrimoine et assure la gestion et la valorisation de ses archives.

Chiffres globaux 2023 : 2.200 dossiers

658 demandes de permis d'urbanisme	**106 déclarations** de travaux de maintenance	**676 procédures** de réunions de patrimoine	**188 dossiers** analysés et jugés sans impact	**8 réunions** de patrimoine de suivis de chantier
500 demandes pour détectorisme	**17 projets** liés à des réserves ou parcs naturels	**24 projets** éoliens	**9 demandes** d'autorisation de fouilles	**14 dossiers** de protection

CONTACT

Rue du Vertbois 13c
B - 4000 Liège
Tél. : +32 (0)4 232 98 51/52

E-mail : info@crmsf.be

Les enjeux contemporains de la gestion des cimetières

Xavier Deflorenne, Expert Attaché, Coordinateur
Mélanie Appeldoorn, Architecte-Paysagiste
Cellule de Gestion du patrimoine funéraire
SPW ias, Département des politiques locales

Formateurs AWaP
Centre des Métiers du Patrimoine (Amay)
Pôle de la Pierre (Soignies)

Introduction

Dans une époque où l'intérêt pour les cimetières et le rapport aux défunts est pleinement rétabli, quels sont, à l'échelle communale, les enjeux liés à la gestion funéraire ? Petites ou grandes, urbaines ou rurales, toutes les entités communales sont confrontées à une matière de vitrine, essentielle dans l'esprit de la population : les cimetières et la gestion qu'il convient de leur appliquer. Il convient d'être clair, au risque de n'être pas compris en profondeur : tout problème identifié dans un cimetière peut être retrouvé dans la gestion du monde des vivants de la commune concernée puisque le cimetière, quartier complet et homogène, témoigne des mêmes comportements mais à une échelle plus accessible. S'y retrouveront les problèmes de voiries, de gestion des déchets, de salubrité et d'ordre public, de voisinage, de gestion de la nature et des eaux contaminées, etc. Et pour rappel, l'ensemble de ces points se concentrent dans les deux grandes thématiques en responsabilité directe des communes : la sécurité et la salubrité publiques [1].

Certes, «les morts ne votent pas», mais il faut reconnaitre que tout vivant est amené à se rendre dans les cimetières au cours de sa vie. Funérailles et hommages ne sont qu'une part de ces visites. Sans surprise, l'intérêt peut être patrimonial, philosophique, culturel, historique, paysager, artistique, etc. Les clés ne manquent plus pour justifier l'attention que porte la population aux lieux de sépultures, pas plus qu'elles ne manquent d'insister sur le service que l'autorité communale offre à sa population par le biais de la gestion funéraire. À notre époque, il serait surprenant qu'un élu communal digne de sa fonction méconnaisse cela.

La gestion du patrimoine funéraire et des cimetières ne peut être seulement envisagée selon l'axe d'un hypothétique patrimoine classé, bien au contraire. C'est l'ensemble de l'espace dévolu à l'inhumation qui souffrait d'un oubli dommageable pour la population. En juillet 2001, l'occasion fut toute trouvée dans le cadre des transferts de compétences du niveau fédéral vers les Régions décidé lors des accords du Lambermont. Entrés en vigueur le premier janvier 2002, ces accords ont imposé aux Régions une charge de législation qui dépasse largement la simple considération patrimoniale pour un espace d'usage collectif.

La position régionale wallonne s'est concentrée sur la mise en place d'un outil d'accompagnement des communes pour l'élaboration d'une approche dynamique des cimetières, alliant la gestion d'un passif acquis depuis les années 1970 et l'économie contemporaine. Cet accompagnement structurel, instauré par la création de la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire, (CGPf), permet de redonner sens à une matière qui ne peut faire abstraction des évolutions tant de la population que de ses besoins symboliques ou mémoriels. Par ailleurs, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la responsabilité communale, lourdement engagée dans toute action touchant les lieux de sépultures, est également évidente en cas de non-respect de ces devoirs et obligations. Il est donc cohérent que la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire, courroie de transmission et d'action régionale vers les élus communaux, soit attachée au Service public de Wallonie, Intérieur Action sociale, c'est-à-dire à la tutelle régionale sur les communes, et non à l'approche limitée des départements du patrimoine (AWaP) ou de l'aménagement du territoire.

[1] Article 135, §2 de la nouvelle loi communale.

Au cours des évolutions législatives et des différents décrets publiés, la matière s'est renforcée et stabilisée. De 2008 à 2024, chaque ministre des Pouvoirs locaux à complété l'action de ses prédécesseurs, amenant peu a peu la législation des Funérailles et Sépultures[2] à une complétude unique au niveau mondial, en témoignent les nombreux contacts avec les autres régions, voire les demandes internationales que rencontre la CGPf concernant tels ou tels aspects. Ainsi, au cours du temps, outre les aspects de gestion territoriale et économique de cimetières furent gérées les thématiques de la transition écologique, des conditions professionnelles des agents communaux affectés aux cimetières, des matériaux de cercueils et donc de lutte contre la pollution plastique généralisée dans ces sites, de l'hommage aux fœtus, de l'inhumation conjointe des défunts et de leurs animaux de compagnie, la répartition des responsabilités entre communes et entreprises de Pompes funèbres, etc.

Les missions de la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire (SPW ias)

Au vu de l'ampleur de cette matière pour le moins vertigineuse, il est aisé de comprendre que les missions de la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire se répartissent selon différents axes, tous... complémentaires.

1. Aspects juridiques

Les premières missions, voire les principales, sont juridiques. Identifiées dans l'accompagnement de terrain des communes, elles marquent la présence régionale auprès des communes pour la gestion du passif, la remise en place d'une gestion présente et l'attention portée sur l'avenir des cimetières du territoire. En ce sens, la CGPf est amenée à accompagner les communes dans la solution de conflits juridiques, de problématiques avec les particuliers, de litiges relatifs à la carence de structures ou aux comportements inciviques, l'encadrement des interventions de partenaires privés tels les entrepreneurs de Pompes funèbres, etc.

A ceci s'ajoute, logiquement, l'encadrement des règlements communaux et le suivi de leur actualisation au gré de l'évolution de la législation, entre autres par des relectures avec les responsables communaux, ou par la diffusion d'un règlement-type dans le cadre de la volonté de simplification administrative voulue par le Ministre des Pouvoirs locaux.

Enfin, le législateur wallon, ayant constaté les manquements réguliers de projets réalisés par des agents locaux dont la matière funéraire n'est ni la seule ni la principale mission, prévoit un encadrement accru pour la création, l'extension et la réaffectation des cimetières de son territoire[3]. Ceci afin d'offrir une égalité de services et de qualité aux usagers de ces sites, tout autant pour les familles que les agents opératifs chargés de leur entretien.

[2] Articles L1232-1 à L1232-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
[3] Article L1232-3, §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ; Articles 7 à 14 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.



Structure cinéraire contemporaine

2. Aspects techniques

Par une présence accrue sur le terrain et des expertises quotidiennes, la Cellule est amenée à accompagner les gestionnaires locaux dans leurs propres cimetières, tant pour constater la qualité des démarches envisagées que les carences structurelles et techniques. En effet, qui dit « carences de structures communales » impose d'envisager l'analyse des structures existantes selon un regard spécialisé et leur analyse dans le sens de la mise en conformité des cimetières actuels tant concernant les besoins techniques communaux, symboliques de la population, qu'au sujet des prescrits légaux.

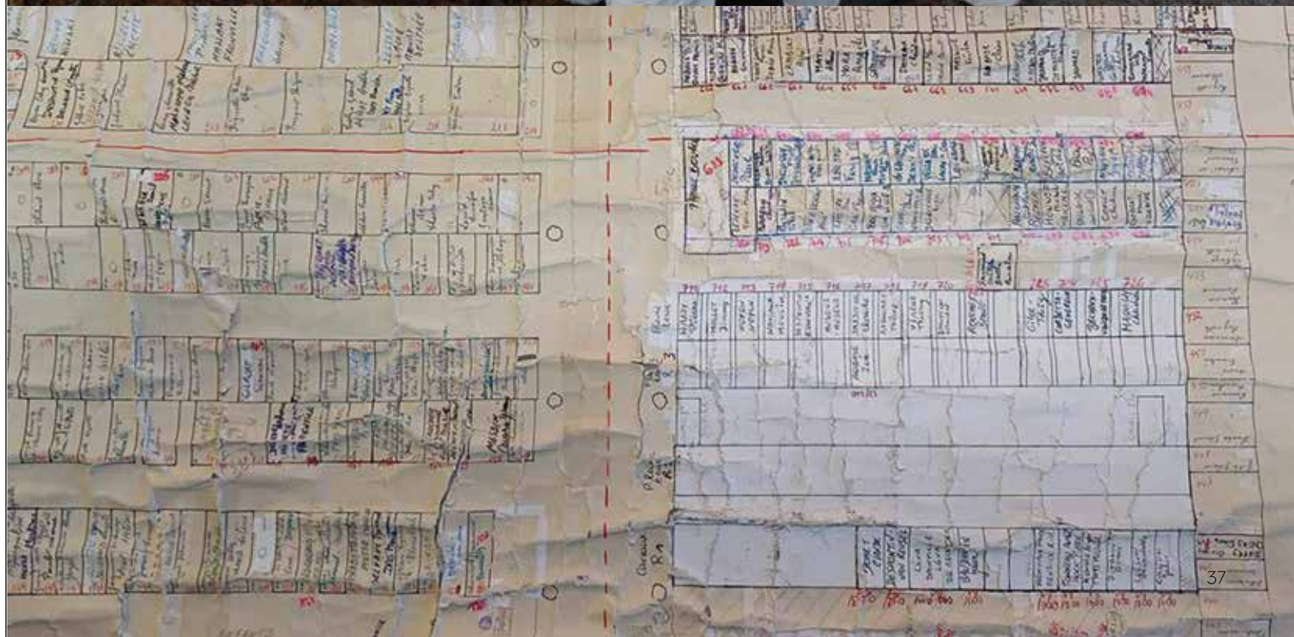
L'équation est simple : si un cimetière qui ne répond pas à ces obligations légales témoigne d'une mauvaise gestion communale, en retour, force est de constater qu'un cimetière qui n'est pas doté de ses outils obligatoires ne peut, tout simplement, pas être géré efficacement. Le plus bel exemple de cette quadrature du cercle concerne les ossuaires[4] : certains gestionnaires locaux annoncent la saturation de leurs cimetières, lesquels s'avèrent dénués d'ossuaires. Or, cette saturation provient de l'absence de rotation et de récupération des emplacements laissés en déshérence par les familles, laquelle ne peut être résolue que par la gestion communale si ladite commune a, au préalable, créé les ossuaires obligatoires dans chaque cimetière. Cette démonstration témoigne une fois encore de l'interconnexion des thématiques de la matière des funérailles et sépultures. Oublier un axe conduit immanquablement à la difficulté.

Ainsi, ces aspects techniques conditionneront l'analyse de la Cellule en ce qui concerne tous les projets d'aménagement (extension, création, réaffectation) et concerneront, bien évidemment, toutes les structures imposées[5] par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (Articles L1232-1 et suivants). Cela concerne tout autant les ossuaires[6], les parcelles des Etoiles[7], les structures cinéraires, que les plans de réaménagements lorsqu'une commune envisage de toucher à trois sépultures contigües, concédées ou terre commune[8].

La réalité de terrain rappelle chaque jour l'utilité de cet accompagnement quotidien. Il suffit d'observer les sites tels qu'ils nous sont parvenus, déstructurés, mélangeant emplacements non-concédés et concessions, qu'elles soient en caveaux ou en pleine-terre, offrant aux regards des sépultures dont les accès ont été supprimés par des implantations sans réflexion, des plans de cimetières non-suivis par les gestionnaires locaux, des allées rendues impraticables pour les véhicules communaux parce qu'on y a, comble de l'ironie, inhumé des corps par facilité

4 Article L1232-2, §3, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
5 Articles L1232-1, 6° et 7 et L1232-2, §3, alinéas 1er et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
6 Article L1232-2, §3, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
7 Articles L1232-1, 10°, L1232-2, §4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
8 Article L1232-21/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.







d'accès, etc. S'il est une matière dans laquelle les grands discours ne tiennent pas devant les pratiques de terrains, c'est bien celle des cimetières! C'est là toute la base de la position régionale depuis 2002 : la connaissance du terrain, la capacité d'intervention sur terrain, la maitrise des mécanismes de l'économie territoriale.

Depuis mai 2019, l'interdiction européenne d'usage des produits phytosanitaires dans l'espace public, annoncée dès 2015, conduit à une végétalisation raisonnée des sites, c'est-à-dire à l'obligation d'une nouvelle connaissance de ces espaces.

3. Aspects formatifs

La gestion des cimetières est un des enjeux principaux du cadre de vie, à ce titre, l'action de la CGPf, pour être aussi efficace que cohérente, se doit d'envisager son champ d'action de façon globale et spécifique, passant du terrain lui-même (le cimetière et les monuments qui le composent) à la formation des agents qui seront rompus à sa gestion locale, qu'ils fussent opératifs, administratifs ou politiques. En ce sens, répondant au départ à une demande des agents eux-mêmes, répercutée vers le Centre des Métiers du patrimoine d'Amay, furent lancées des formations dès le début des années 2000.

Ces formations, dès les années 2013, avec le concours du CRF, devinrent certifiantes et se répartissent désormais en 8 modules prodigués entre le Centre La Paix-Dieu à Amay, le Pôle de la Pierre à Soignies et les centres d'apprentissage de L'IFAPME (gestion des cimetières, aménagement et végétalisation des cimetières, pratiques des exhumations, restauration des monuments funéraires, législation, ergonomie des agents de terrain, etc.)

Les objectifs sont multiples : outre la reprofessionnalisation des métiers communaux à une matière souvent considérée à tort comme secondaire, la remise en place des mécanismes de transmission des gestes de la bonne gouvernance attendus des pouvoirs locaux. Par ailleurs, en juste complément de cette approche qualifiante, une épreuve de validation de compétence a été instaurée, permettant de qualifier ces agents très particuliers et essentiels que sont les fossoyeurs.

Une conséquence directe et valorisante de ce cadre formatif est observable depuis l'année 2019 dans le module relatif aux pratiques d'exhumations. En effet, la requalification d'agents opératifs dans des chantiers de formation réalisés en collaboration entre diverses communes et la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire donne désormais lieu à des processus de mutualisation entre communes voisines, amenant des acteurs communaux à se réunir ponctuellement pour assainir, à moindre coût et efficacement, les emplacements revenus en propriété communale. Les formations recréent et ancrent la conscience d'une matière tant auprès des agents, de leurs hiérarchies que des élus locaux. Et il est intéressant de constater l'évolution du public de ces formations, d'historiens locaux et passionnés de patrimoine dans le tout début des années 2000, ces formations sont courues désormais par des agents locaux, administratifs et opératifs, brigadiers, chefs de services, directrices ou directeurs généraux, des politiques (bourgmestres et échevins) et des entrepreneurs du funéraires.

4. Aspect de sensibilisation

Le précédent paragraphe l'a démontré au niveau communal et professionnel, la formation est essentielle pour ancrer les bonnes pratiques. La sensibilisation poursuit ce mouvement vers des groupes spécifiques. Que ce soit par les journées d'informations pour les élus locaux, des colloques, des conférences ponctuelles.

Ainsi, pour rappel, depuis maintenant près de trois ans circule à travers la Wallonie, au gré des communes, une exposition montée par la CGPf pour le Secrétariat général du SPW intitulée «Par-delà ces regards : Portraits de fossoyeurs», entièrement tournée vers le métier de fossoyeurs dans le cadre de cette mission communale que sont les assainissements. Réalité captée par l'œil des photographes Olivier Gilgean et Frédéric Pauwels, ces photographies offrent une vision totalement inédite d'un métier qui nécessite de réelles qualifications techniques, morales et humaines.

5. Aspect d'aménagement du territoire

Le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) prévoit que la Cellule de gestion du Patrimoine funéraire est chargée du suivi des cimetières, tant au niveau monumental qu'organisationnel. Ainsi, pour rappel, aucun monument antérieur à 1945[9] ne peut être évacué d'un

[9] Article L1232-28, alinéa 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

cimetière sans autorisation préalable de la Cellule ; par ailleurs, ces autorisations ne sont données que si la commune a rendu et fait valider par le SPW la liste des « sépultures d'importance historique locales[10] », une attestation de possession d'un ossuaire pour le site concerné ainsi qu'un plan de réaménagement si l'action envisagée touche au moins 3 sépultures contigües[11].

Cette mission, garantie de suivi qualitatif ou de remise en marche d'une gestion communale cohérente et respectueuse de ses espaces funéraires, trouve un autre miroir dans l'obligation des gouverneurs provinciaux et des fonctionnaires délégués de se baser sur l'avis de la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire dans le cadre de toute demande de permis d'urbanisme concernant les cimetières[12]. Ceci concerne évidemment la création, la réaffectation et les extensions de cimetières, dispendieuses si elles visent à l'oblitération de la gestion des espaces anciens. La responsabilité communale est toujours mise à mal dans le cas de sites laissés en état d'abandon, d'autant plus dans des communes où le personnel communal est pour le moins réduit. Augmenter la responsabilité communale en accroissant des sites pour lesquels les gestionnaires locaux disposent d'un personnel en insuffisance est un de ces calculs qui doivent impérativement être contrés si l'on se doit de protéger certaines communes d'elles-mêmes. Dit autrement : accroitre un cimetière pour laisser s'y reproduire les mêmes erreurs que par le passé est une politique empoisonnée.

6. Aspects patrimoniaux

Les missions patrimoniales de la Cellule s'attachent prioritairement à un patrimoine non-classé. Ainsi, la liste des Sépultures d'importance historiques locales garantit la préservation de monuments divers qui permettent d'identifier les monuments identitaires des communautés et individus envers lesquels les communes ont une responsabilité au moins morale (prêtres, bourgmestres, victimes de guerres, etc.).

7. Aspects sanitaires et environnementaux

Sous cette thématique se rangent des situations sources de complications communales, telles les découvertes fortuites de restes humains dans l'espace public, l'interdiction d'usage des produits phytosanitaires, la réglementation des cercueils en enveloppes d'ensevelissements. Chacune de ces thématiques témoigne d'une responsabilité communale pour laquelle la Cellule dispose d'outils afin de venir en aide aux gestionnaires publics et à la population.

[10] Article L1232-29 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ; Articles 41 à 45 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
[11] Article L1232-21/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
[12] Articles 7 et 8 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

En conclusion

Alors, quels sont les enjeux contemporains de la gestion des cimetières ? Une simple énumération, non exhaustive, suffira à conclure ces quelques pages, chaque thématique renvoyant à un des pans de la gestion communale :

1. **Le service à la population et le droit des citoyens**
2. **Le respect des agents communaux et le droit des travailleurs**
3. **L'aménagement du territoire dans une optique de bonne gouvernance**
4. **L'économie communale et la gestion durable**
5. **Le respect du cadre environnemental**
6. **L'économie politique et la respectabilité des élus dans le regard des citoyens**
7. **La création et la gestion qualitative du cadre de vie**
8. **L'ordre et la salubrité publiques dont les Bourgmestres sont les garants**



Cette vieille formule déclarant « les morts ne votent pas » a, fort heureusement et depuis longtemps, été remplacée par une autre évidence qui s'énonce sous forme de constat : « la gestion des cimetières est la meilleure fenêtre pour analyser la gestion globale d'une commune ». En d'autres mots, les médias nous rappellent trop souvent que le cimetière caractérise l'identité communale aux yeux de la population et de la tutelle régionale.

CONTACT

Cellule de gestion du patrimoine funéraire
Service public de Wallonie
Intérieur Action Sociale
Avenue du Gouverneur Bovesse, 100
- BE 5000 Namur
Tél. : +32 (0) 81/32.74.98

ADRESSE GÉNÉRALE DE LA CGPF :
patrimoinefuneraire@spw.wallonie.be
Xavier Deflorenne (Coordinateur) :
xavier.deflorenne@spw.wallonie.be
Elora Labeye (Secrétariat) :
elora.labeye@spw.wallonie.be
Nathan Vleurick (Gestionnaire de projets, expo) :
nathan.vleurick@spw.wallonie.be
Charlotte Marganne (Juriste) :
charlotte.marganne@spw.wallonie.be
Mélanie Appeldoorn (Architecte paysagiste) :
melanie.appeldoorn@spw.wallonie.be

Préservation et valorisation du Patrimoine culturel par la Fédération Wallonie Bruxelles :

MUSÉES, CENTRES D'ARCHIVES, TRÉSORS DU PATRIMOINE MOBILIER, ÉLÉMENTS EMBLÉMATIQUES DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL…

Maxime CALLEWAERT,
Attaché-Coordinateur à la Direction du patrimoine culturel - FWB

Introduction

En Belgique, la protection et la valorisation du patrimoine culturel est une matière qui relève de la compétence de nombreuses autorités, qu'elles soient locales, régionales, communautaires ou même fédérales. Dans ce cadre, les villes et communes jouent un rôle essentiel, au vu de leur proximité avec le citoyen et du caractère transversal de leurs compétences : elles permettent de faire le lien entre le patrimoine, le public et les différents niveaux de pouvoirs.

En matière de patrimoine, la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) peut ainsi apporter son soutien aux villes et communes de différentes façons :

- en reconnaissant des biens culturels mobiliers exceptionnels ou remarquables de leur territoire, en les numérisant, en soutenant leur préservation ou leur restauration et en fournissant des conseils de conservation ;
- en reconnaissant et en soutenant les éléments emblématiques du patrimoine immatériel de leur territoire, en vue de leur transmission aux générations futures ;
- ainsi qu'en reconnaissant et en soutenant les opérateurs culturels patrimoniaux de leur territoire.

Ces différentes missions sont exercées, au sein du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, par le Service général du Patrimoine. Ce dernier est assisté dans ses missions par une commission d'avis, la Commission des Patrimoines culturels, composée d'experts externes issus des différents secteurs du patrimoine. Toutes les informations sur ce service général et ses missions se trouvent sur le site internet :

patrimoineculturel.cfwb.be

Patrimoine culturel mobilier

Les villes et communes sont des acteurs importants pour la protection du patrimoine culturel mobilier en Fédération Wallonie-Bruxelles. Elles sont en effet les détentrices d'un patrimoine riche et représentatif de notre histoire commune. Celui-ci peut faire l'objet d'un classement (intérêt exceptionnel) ou d'une inscription (intérêt remarquable). La proposition de protection est soumise à une commission de spécialistes, qui remet un avis sur base de critères légaux. La commission, ainsi que l'administration, sont à la disposition des demandeurs pour les conseiller.

La Fédération Wallonie-Bruxelles a ainsi classé de nombreux trésors, propriétés des pouvoirs communaux, qui font la notoriété des musées les abritant. Dans certains cas, il s'agit d'une politique active d'acquisition. En 1939, la Ville de Liège

va acquérir neuf tableaux (Chagall, Picasso, Gauguin…) lors de la vente d'art dégénéré à Lucerne. N'oublions pas les Centres publics d'action sociale (CPAS) qui possèdent un vaste et inestimable patrimoine mobilier : datant de la fin du 15e siècle, le Portrait de Philippe le Bon, propriété du CPAS de la Ville d'Ath, a fait l'objet d'un classement.



Portrait de Philippe le Bon, conservé à la Maison des Géants d'Ath © IRPA-KIK, Bruxelles

Le décret du 17 mars 2022 accorde une importance particulière au patrimoine religieux appartenant très souvent aux pouvoirs communaux et confié en gestion aux fabriques d'églises. De nombreux biens mobiliers sont classés par la FW-B dans les édifices religieux qui doivent mener une politique active d'inventorisation de leur patrimoine.

Le décret permet également à la commune de demander la protection d'un bien culturel situé sur son territoire, même si elle n'en est pas détentrice ou propriétaire. Cette procédure, peu connue, n'a été utilisée qu'une seule fois pour un bien en cours de classement (dans le Brabant Wallon).

Si le classement amène certaines contraintes pour les déplacements et restaurations, il leur ouvre la porte à des subsides pour la restauration et permet également de les mettre en valeur grâce à un label et à une communication lors du classement. Cela permet aussi de pérenniser le bien pour les générations futures.

Numérisation des biens mobiliers

La Direction du Patrimoine numérique (DPN) contribue activement à la préservation et à la diffusion du patrimoine culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle soutient les musées et autres opérateurs culturels patrimoniaux dans la mise en œuvre de projets de numérisation, en leur offrant un appui administratif et financier, ainsi qu'une expertise technique. La DPN pilote les campagnes de numérisation en prenant en charge les procédures de marchés publics et la gestion des aspects budgétaires. Ces campagnes bénéficient en priorité aux musées de catégorie A et B, qui ont l'obligation légale de numériser leurs collections. L'objectif est de soutenir ces institutions dans l'accomplissement de leurs missions de conservation et de valorisation du patrimoine.

Par ailleurs, la DPN accompagne les opérateurs dans le versement de leurs collections numérisées sur la plateforme numeriques.be, la vitrine numérique du patrimoine de la FWB. Elle veille ainsi à la pérennisation, la centralisation et l'accessibilité des contenus culturels numériques, tant pour le public que pour les professionnels.

Enfin, la DPN se positionne comme un centre de ressources et d'expertise, apportant des réponses concrètes aux questionnements liés à la numérisation : choix techniques, cadre juridique, bonnes pratiques ou encore valorisation des données.

Patrimoine culturel immatériel et UNESCO

Le patrimoine vivant s'exprime à travers des gestes, des savoir-faire et des pratiques artisanales, transmis de génération en génération. Son importance se situe dans la richesse du partage de connaissances et de savoir-faire qu'il transmet d'une génération à une autre, le sentiment d'appartenance à une communauté qu'il fait naître, le lien qu'il contribue à créer entre toutes et tous. Et pour que ce partage se poursuive, le patrimoine immatériel évolue sans cesse, s'adapte et se nourrit des évolutions de la société.

Il comprend ainsi des savoirs et savoir-faire ; des traditions et expressions orales ; des musiques et des danses ; des jeux ; des pratiques festives, rituelles, sociales ou sportives. Les traditions anciennes qui ne seraient plus pratiquées aujourd'hui n'en font pas partie.

La Fédération Wallonie-Bruxelles peut délivrer à une manifestation le titre d'Elément emblématique du patrimoine culturel immatériel et des subventions peuvent être accordées pour soutenir des projets visant à assurer la sauvegarde des éléments reconnus (transmission, valorisation, recherche, équipement, etc.).

Des subventions peuvent aussi être accordées à des projets portant sur les enquêtes, la recherche, les publications de toute nature en matière d'ethnologie, d'arts et de traditions populaires.

Enfin, des opérateurs déjà reconnus par la FW-B (musées, centres culturels, cercles d'histoire locale, bibliothèques, etc.) qui développent des activités en lien avec le patrimoine immatériel au niveau local peuvent être subventionnés en devenant « Ateliers de Patrimoine culturel immatériel » (PCI). Selon un tour de rôle et en concertation avec les autres entités fédérées belges, la Fédération Wallonie-Bruxelles peut également soumettre à l'UNESCO des

candidatures en vue de l'inscription de certains des éléments reconnus de son inventaire sur les listes du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Musées et Opérateurs d'appui

La Fédération Wallonie Bruxelles soutient le fonctionnement d'opérateurs culturels patrimoniaux : reconnaissance et subventionnement des musées, des pôles muséaux et des opérateurs d'appui (associations au service du patrimoine culturel). Des aides à la création et à la mise en conformité sont également prévues.

A l'heure actuelle, 80 musées sont reconnus. 40 % de ces musées sont gérés par les pouvoirs publics, soit directement par les communes et les provinces, soit via une régie communale autonome, soit via une asbl de droit public. Le rôle des villes et communes est donc très important dans le monde muséal de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les musées reconnus s'engagent à réaliser une série de missions muséales : acquérir des collections patrimoniales ; les conserver en suivant le code de déontologie de l'ICOM, les étudier, les présenter et assurer une médiation de celles-ci auprès de différents publics.

Les exigences concernant ses missions sont déclinées de manière progressive en fonction des catégories de reconnaissance. Dans le domaine des opérateurs d'appui (associations au service du patrimoine culturel), il existe une grande diversité d'opérateurs. Les villes et communes peuvent en faire partie.

Les missions sont de deux types : valorisation du patrimoine culturel et/ou information, conseil ou autres services au bénéfice des professionnels œuvrant dans le secteur muséal. Il existe des subventions ponctuelles pour un événement ou une publication et des subventions structurelles quadriennales.

Une restriction à noter : un opérateur subventionné comme musée ne pourra pas l'être en même temps en tant qu'opérateur d'appui et inversement.

Centre d'archives privées et archives d'intérêt patrimonial

Les archives sont un patrimoine commun et collectif essentiel à la sauvegarde de la mémoire collective et au contrôle démocratique. En la matière, la Fédération Wallonie-Bruxelles est compétente uniquement pour les archives privées d'intérêt patrimonial, ainsi que pour ses propres archives publiques. La Direction du Patrimoine culturel assure l'accompagnement et l'encadrement des centres d'archives privées reconnus ou qui souhaitent l'être. Elle se met également à la disposition de toute personne ou organisation qui souhaiterait obtenir des informations sur les centres, sur les archives privées au sens large, sur des démarches administratives organisées par les textes de loi en la matière ou qui souhaiterait un conseil et une orientation par rapport à ses propres archives. Elle ne conserve toutefois pas elle-même d'archives privées.

La Fédération Wallonie-Bruxelles peut également reconnaître des centres d'archives qui assurent la gestion d'archives privées d'intérêt patrimonial et répondent aux conditions légales en la matière définies par le décret du 25 mai 2023 relatif à la conservation et à la valorisation des archives d'intérêt patrimonial et son arrêté d'application. Ces reconnaissances sont accordées pour une durée de cinq ans.

La Fédération Wallonie-Bruxelles peut également attribuer des subventions ponctuelles qui sont, pour partie réservées aux centres reconnus (subvention pour mesures de sauvegarde et équipement) et pour l'autre partie réservées à des opérateurs culturels reconnus (subvention expertise) répondant à certaines conditions reprises dans le décret et l'arrêté précités.

La Direction du Patrimoine culturel veille également à promouvoir les archives et sensibiliser la population à l'importance de leur préservation.

CONTACT

Service général du Patrimoine culturel
Ministère de la fédération Wallonie Bruxelles
Boulevard Léopold II, 44
1080 Bruxelles
patrimoineculturel.cfwb.be

Musées et associations au service du patrimoine culturel : **musee@cfwb.be**
Centres d'archives : **archivesprivees@cfwb.be**
Patrimoine culturel mobilier : **patrimoine.mobilier@cfwb.be**
Patrimoine culturel immatériel : **patrimoine.immateriel@cfwb.be**
Numérisation des patrimoines : **patrimoinenumerique@cfwb.be**

Tourisme et patrimoine en Brabant wallon

Joseph TORDOIR,
Président de la Maison du Tourisme du Brabant wallon

Depuis 2019, la Maison du Tourisme du Brabant wallon (MTBW), créée en 2018, étend sa sphère d'action au territoire des 27 communes appartenant au ressort de la Province du Brabant wallon. Ces 27 communes sont représentées au sein des organes administratifs de cette ASBL, mais aussi les professionnels du secteur du tourisme tout comme les opérateurs locaux, le tout sur la base d'une règle fixée par la Région wallonne. Les moyens financiers dont elle dispose émanent essentiellement de la Région wallonne et des 27 communes qu'elle représente et dont elle coordonne l'action. La Province du Brabant wallon lui accorde aussi une aide importante via la mise à disposition de locaux et de personnel. Le rôle de la Maison du Tourisme du Brabant wallon est d'assurer la promotion touristique dans l'ensemble de son ressort.

La présence de fleurons

De toute évidence, la présence dans le Brabant wallon, d'un patrimoine matériel et immatériel de qualité, contribue à l'attrait touristique de ce territoire et induit donc des retombées importantes pour les différents acteurs de terrain du secteur du tourisme. Le Brabant wallon dispose évidemment de fleurons, de locomotives, de véritables têtes d'affiche incontournables qui dynamisent son offre touristique. Il suffit d'évoquer à titre d'exemple le site de Waterloo, celui de l'ancienne abbaye de Villers, la prestigieuse collégiale Sainte-Gertrude, de Nivelles, ou bien encore le domaine provincial d'Hélécine. Le Brabant wallon compte également plusieurs musées importants, les principaux étant localisés sur Louvain-la-Neuve, à savoir le Musée L et celui consacré à l'œuvre d'Hergé. Le Musée Folon, à La Hulpe, vient aussi doper l'offre brabançonne wallonne.

Durant l'année 2022, les 14 attractions les plus importantes appartenant au «Pôle culturel» reconnu par la Région wallonne, ont attiré 347.725 visiteurs, soit 17,4 % de plus qu'en 2019. Et les chiffres des années 2023 et 2024 témoignent encore d'une nouvelle hausse de fréquentation. Le secteur est donc dynamique et en pleine extension.



Entrée de la Maison du Tourisme du Brabant wallon
© MTBW

Un nouvel écrin pour le " slow-tourisme "

Mais à côté de ces « pôles d'attraction » existent évidemment d'autres acteurs, plus modestes, mais qui, depuis le développement du « slow-tourisme », contribuent largement eux aussi à l'attractivité du Brabant wallon.

La crise de la Covid 19 a en fait permis de donner un essor à cette forme de tourisme qui se définit comme « un tourisme alternatif pour un voyage plus respectueux de l'environnement ». En y souscrivant, le touriste accepte de « prendre son temps pour redécouvrir la diversité des paysages, mais aussi le patrimoine local, historique, culturel et gastronomique ». Comme on l'aura compris, il ne s'agit plus, cette fois, d'un tourisme de masse, facilement quantifiable, puisqu'il n'implique que la découverte, individuelle ou familiale, d'un terroir ouvert à tous. Le Brabant wallon compte évidemment plusieurs zones rurales aisément accessibles tant pour les amateurs de balades pédestres que cyclables.

La Maison du Tourisme du Brabant wallon, ces dernières années, s'est donc largement investie dans la promotion de l'offre « slow-tourisme », mais aussi en élaborant des circuits de découverte incluant la mise en valeur du patrimoine local. Ses brochures, éditées sous forme classique ou accessible via un support numérique, ont été diffusées à plusieurs milliers d'exemplaires.

Ce « slow-tourisme » peut véritablement s'apparenter à une sorte de « coup de chance » pour les acteurs touristiques implantés dans les zones éloignées des grands pôles classiques du Brabant wallon. Et il a donc, aussi, comme on vient de l'évoquer, contribué à une mise en valeur encore plus efficiente des éléments patrimoniaux plus locaux, notamment dans les zones rurales.



Inauguration du GOB © Derons

L'installation, en mars 2023 du point d'accueil principal de la Maison du Tourisme du Brabant wallon sur la Grand-Place de Jodoigne, au rez-de-chaussée de l'Hôtel des Libertés, est une expression de cette adaptation du secteur touristique au « slow-tourisme ». Depuis son ouverture, ce point d'accueil a reçu la visite de plus de 10.000 visiteurs, dont bon nombre de néerlandophones, essentiellement intéressés par la découverte des zones rurales. Il a aussi pu bénéficier de la présence à ses côtés du GOB, le centre d'interprétation consacré à la pierre de Gobertange, ouvert à ses côtés en juillet 2023 par l'ASBL La Gobertange, avec le soutien de la Ville de Jodoigne et de la Province du Brabant wallon ; la pierre de Gobertange constituant un des éléments moteurs de l'attrait touristique dans l'est du Brabant wallon. Le village de Saint-Remy-Geest vient d'ailleurs de rejoindre celui de Mélin parmi les plus beaux villages de Wallonie, les deux que compte le Brabant wallon.

La chose apparaîtra peut-être anecdotique aux yeux de certains, mais assurément à tort, les chasses Totemus ont également permis ces deux dernières années de développer le tourisme dans le Brabant wallon tout en permettant une mise en avant de nos richesses patrimoniales. Alors que se tient ce colloque, il existe 29 chasses opérationnelles dans l'ensemble du Brabant wallon, au moins une par entité communale. Cette forme de « slow-tourisme », à dimension ludique, s'adresse tout particulièrement aux familles, mais pas uniquement à celles-ci. Elle met en valeur tant le patrimoine urbain que le patrimoine rural et s'accompagne de retombées non négligeables pour le secteur Horeca.


La balade des chevaliers d'Opprebais – Totémus
© Joseph Tordoir

La création de ces chasses, a été financée par la Maison du Tourisme du Brabant wallon à concurrence de 1.000 euros la chasse ; la maintenance annuelle du service étant prise en charge par les différentes communes partenaires (500 euros l'an). La province du Brabant wallon est la seule, aujourd'hui, au sein de laquelle chaque commune dispose d'un outil promotionnel de ce type. Et ce sont donc plusieurs milliers de personnes qui arpentent nos ruelles, nos sentiers et nos chemins de traverse depuis 2 ans.

Nos propos peuvent donc s'apparenter à un véritable constat. Celui-ci confirme l'intérêt que les touristes accordent aux éléments patrimoniaux, de grande ou de petite envergure. Il doit conforter dans leurs choix les communes qui ont décidé de parier sur la mise en valeur de leur patrimoine tant par fierté, que pour contribuer au développement touristique régional et soutenir l'ensemble des acteurs de ce secteur important pour l'économie wallonne.

CONTACT

Fédération et Maison du Tourisme du Brabant wallon

Grand Place 1 – 1370 Jodoigne
+32 (0)10 56 09 70

www.destinationbw.be

Les opérations de développement rural et les outils de la Fondation Rurale de Wallonie

Simon DE PAEPE,
Agent de développement à la FRW

La Wallonie rurale est un territoire riche en patrimoine, en paysages et en dynamisme local. Pour accompagner son développement, **la Fondation Rurale de Wallonie (FRW)** agit depuis près de 50 ans comme un partenaire clé des communes, des citoyens et des acteurs locaux. Organisme privé d'utilité publique, indépendant et pluraliste, la FRW met son expertise au service des projets économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

Nos missions principales

La FRW intervient dans plusieurs domaines :

- Développement rural : accompagnement des communes dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets.
- Protection du patrimoine : soutien aux initiatives locales pour préserver et valoriser le patrimoine bâti et naturel.
- Transition énergétique : promotion du bois-énergie pour les acteurs publics.
- Biodiversité : aide aux communes pour les programmes BiodiverCité.

Nos services : accompagner les communes et les citoyens

La FRW propose une gamme de services adaptés aux besoins des territoires ruraux, et notamment :

L'Opération de Développement Rural (ODR)

L'ODR est un outil clé pour les communes souhaitant mener une stratégie de développement durable. La FRW accompagne les étapes suivantes :

- **Information et sensibilisation** sur les enjeux du développement rural.
- **Élaboration du Plan Communal de Développement Rural (PCDR)** avec les citoyens et les acteurs locaux.
- **Mise en œuvre des projets** (économiques, sociaux, culturels, environnementaux).

L'équipe ATePa (Aménagement du Territoire et Patrimoine)

Cette équipe pluridisciplinaire accompagne les communes lors de réflexions pour la mise en œuvre de projets en DR sur :

- L'aménagement du territoire et l'architecture : conseils pour des aménagements de qualité.
- Le patrimoine : apport de conseils et d'expertises pour la valorisation et la rénovation d'éléments du petit patrimoine et de bâtiments ayant une valeur patrimoniale.
- Les espaces publics : conseils pour des aménagements cohérents avec l'identité rurale.

La FRW et la protection du patrimoine rural

Le rôle des Commissions Locales de Développement Rural (CLDR)

Dès l'élaboration du PCDR et également dans sa mise en œuvre, les CLDR peuvent identifier et valoriser le patrimoine local :

- Inventaire du patrimoine (bâti, naturel, petit patrimoine).
- Création de fiches-projets (ex : réaffectation d'un bâtiment du patrimoine civil public, restauration d'une chapelle).
- Mise en œuvre des actions (travaux, inauguration, promotion).

Quelques exemples de projets patrimoine en développement rural

- Acquisition et aménagement de l'ancienne maison communale et école de Tourinnes-la-Grosse en un espace d'accueil convivial et éco-rénové, offrant des locaux polyvalents pour la vie associative, un pôle d'éducation à la citoyenneté et un espace dédié à la mémoire locale.
- Valorisation des Moulins d'Arenberg à Rebecq (bâtiment et site classés) par la rénovation de l'enveloppe extérieure du grand moulin, transformé en espace muséal, d'exposition et de restauration, ainsi que par la réhabilitation de sa roue avec un projet hydroélectrique.
- Aménagement du parc du Bailli à Braine-le-Château (site classé) en espace vert de convivialité intergénérationnelle.
- Des projets de plus petite ampleur : amélioration de la signalétique et des abords des éléments patrimoniaux à travers la création d'une signalétique touristique intégrée ; animation de Groupes de Travail (GT) Patrimoine des CLDR de Perwez et Beauvechain...







Territoires.frw.be & mon village

Des portails axés sur le patrimoine rural wallon, à destination des citoyens, petits et grands.

Une initiative de la Fondation Rurale de Wallonie ave le soutien de l'Agence Wallonne du Patrimoine (AWaP)

Découvrir, comprendre et agir pour nos territoires

Le site territoires.frw.be met à disposition des acteurs ruraux (communes, citoyens, professionnels) une boîte à outils complète pour appréhender trois thématiques clés :

1. **Le cadre de vie**
2. **Le patrimoine rural**
3. **Les espaces publics**

Pour chaque thème, explorez :

- **La boîte à outils :** fiches d'infos (comme SOS Patrimoine Rural avec ses 10 thématiques), publications, méthodes d'analyse...
- **Les astuces :** réponses concrètes sous forme de FAQ pour résoudre vos défis de terrain.
- **Les bonnes pratiques :** projets inspirants (fermes rénovées, inventaires, PPPW, signalétique patrimoniale, etc.), consultables via une **carte interactive** ou par filtres thématiques.

Exemple :

Comment restaurer un mur en pierres sèches ?
Le site propose :

- Une fiche SOS Patrimoine sur la thématique
- Des exemples de réalisations comme le projet des crêtes à cayaux à Blaton (Bernissart)

Mon village : le patrimoine rural pour les jeunes (et les curieux !)

Dédié aux **enseignants, familles et animateurs**, le site monvillage.frw.be offre :

- **7 modules pédagogiques** pour découvrir le patrimoine (de la structure du village à l'architecture), avec des activités clés en main (dossiers téléchargeables).
- **Des jeux éducatifs** pour apprendre en s'amusant (quiz, puzzles, etc.).
- **Des ressources** pour approfondir (dossiers de l'enseignant, astuces, conseils, ressources externes, liens utiles).

Public cible : outil conçu pour des enfants de 8 à 12 ans (groupes scolaires ou extrascolaires) mais adaptables à d'autres publics, selon les activités.

Nos publications phares

Des guides pratiques pour vous permettre de découvrir le patrimoine rural sous différents aspects.

Ces publications s'adressent aux communes, bureaux d'étude, citoyens engagés (CLDR, CCATM...) ainsi qu'aux propriétaires de biens patrimoniaux.

« Patrimoine civil public »
(Nouvelle publication 2025 !)

20 recommandations pour réhabiliter anciennes écoles, gares, maisons communales et autres bâtiments d'utilité publique (+1830-1930).

« Fermes à cour / Fermes-blocs »

Conseils techniques et patrimoniaux pour rénover ces bâtiments emblématiques.

« Territoires en vue »

6 échelles pour lire un village : du paysage à l'architecture, en passant par les espaces-rue et le patrimoine

« Espaces publics en milieu rural »

Méthodologie pour aménager places, rues et chemins en respectant l'identité locale dont le patrimoine fait partie.

Gratuits sur demande (uniquement frais de port à payer) :
Consultez des extraits sur **territoires.frw.be**
Commandez par mail : **gestion@frw.be**

CONTACT

FRW – Fondation Rurale de Wallonie
Ensemble, pour des villages vivants !
Contactez-nous pour en savoir plus :
contact@frw.be
www.frw.be

Le patrimoine ordinaire, une ressource sous-estimée de nos territoires

Bénédicte Dawance,
Coordinatrice de la Maison de l'urbanisme du Brabant wallon

Une Maison de l'urbanisme au service du territoire du Brabant wallon

La Maison de l'urbanisme du Brabant wallon poursuit des missions de sensibilisation, d'information, de vulgarisation, de mise en débat des enjeux d'aménagement du territoire auprès de tous les citoyens. Elle poursuit également des missions de formation et favorise les échanges entre les professionnels du secteur. Ses missions lui sont dictées par le Code du Développement Territorial. Sa reconnaissance par le Gouvernement est actée par un agrément reconduit tous les 5 ans. La particularité de la Maison de l'urbanisme du Brabant wallon réside également dans l'engagement de la Province qui la soutient depuis de nombreuses années. Ainsi, outre les missions de sensibilisation et d'information insufflées par les deux corps subsidiants, la Maison de l'urbanisme du Brabant wallon contribue aux réalisations des priorités provinciales en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, participe et nourrit les réflexions autour des enjeux travaillés par celle-ci.

Action à la croisée des enjeux de territoire, le travail de la Maison de l'urbanisme du Brabant wallon est aussi nourri et animé depuis toujours par la conviction qu'une compréhension du territoire, qu'une appréhension de ses enjeux et qu'une mobilisation autour d'un projet de territoire est une question éminemment culturelle. C'est ainsi, que depuis toujours la Maison de l'urbanisme fait partie intégrante du Centre culturel du Brabant wallon. L'institution participe activement à décloisonner l'aménagement du territoire des approches trop souvent enfermées dans un dictat technico-administratif au profit de l'émergence d'une vision partagée, engageante par et pour tous. La Maison de l'urbanisme en tant que secteur du Centre culturel du Brabant wallon est ainsi soutenue par la Fédération Wallonie-Bruxelles et active les droits culturels en transversalité avec les autres secteurs du Centre culturel.

Le cadre de nos missions étant posé, l'action a été précisée par l'équipe en fixant 3 axes. Un : informer pour éveiller la curiosité et sensibiliser au développement territorial durable et inclusif. Deux : rassembler et relayer les savoirs pour responsabiliser et mobiliser. Trois : former et accompagner les acteurs du développement territorial. Cet ambitieux cahier des charges se décline en menant une série d'activités guidées pour une partie d'entre elles par un fil rouge (pluri)annuel : ateliers participatifs, animations scolaires, conférences-débat, formation des services d'urbanisme et autres, visites de lieux inspirants, publication trimestrielle espace-vie et publications thématiques. En 2024, la trentaine d'activités menées par l'équipe (3 personnes, 2 équivalents temps plein) ont regroupé plus de 1000 personnes. La revue Espace vie est parue quant à elle 6 fois et imprimées à plus de 5000 exemplaires. Les deux sujets qui ont été au cœur des réflexions durant l'année écoulée étaient la mobilité résidentielle des aînés et la dynamique commerciale. Des réflexions qui se poursuivent, s'étayent pour servir l'approche holistique que nécessite l'aménagement du territoire.

Notre territoire en héritage

Cette approche globale de territoire était au cœur de la journée de rencontre de ce 28 mars organisée à l'initiative de la Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté. Lorsque son directeur, Mathieu Bertrand, s'est tourné vers l'équipe de la Maison de l'urbanisme pour sonder son intérêt à participer aux réflexions sur « les enjeux du patrimoine culturel à l'échelle des villes et communes », celle-ci n'a guère hésité, tant le sujet entre en écho des travaux menés et de la vision du territoire portée par l'équipe. Un territoire dont on a pris conscience de la finitude et du soin à apporter à ses ressources.

Quand on parle de ressources, on a généralement tendance à penser aux ressources naturelles, aux ressources du sol... On a peu l'habitude d'envisager le territoire et l'ensemble de la production architecturale comme ressources. Le terme 'ressource' désigne bien un 'avoir', un 'déjà là', un capital détenant une valeur. Pour chacun d'entre nous probablement, la notion de patrimoine résonne avec 'valeur'. Dès lors, parler de notre territoire et notre cadre de vie comme patrimoine, comme bien commun et comme ressource résonne aisément.

Pour comprendre et considérer notre territoire comme patrimoine, commençons par le commencement... Nos quartiers, nos villages, nos hameaux sont le fruit de plusieurs étapes d'urbanisations, le fruit d'une succession d'architectures édifiées au gré des besoins, des moyens et des rêves projetés sur un lieu. Rappelons-nous, les établissements humains sont entièrement dépendants de la géographie. L'accès à l'eau, à la forêt, les conditions du sol sont à l'origine de l'implantation, puis du développement de nos villages, nos bourgs et nos villes, au gré de l'activité de l'homme et des échanges qui ont façonné les réseaux de mobilité irriguant nos territoires. Les évolutions se sont succédé au rythme des progrès technologiques. En traits grossiers, à chaque avancée technologique majeure, une nouvelle organisation du territoire s'impose et avec elle, ses projections, ses imaginaires, ses modes d'habiter et son parc bâti. Nos territoires sont aujourd'hui le reflet de ces évolutions. Nous héritons d'un territoire multifacettes, complexe. Décoder cette complexité, c'est comprendre les identités qui colorent nos terroirs.

En Brabant wallon, ce millefeuille est gourmand et fortement différencié en fonction d'où l'on se situe. L'Est est agricole, mais pas seulement. Le centre est résidentiel, tertiaire, universitaire...mais pas seulement. Et que dire des différences du centre nord et du centre sud ! L'ouest est industriel, mais aussi rural et résidentiel. La liste des vocations et identités territoriales serait bien plus longue et les nuances à l'infini. L'évolution de nos territoires est riche, complexe et les témoins de cette évolution pluriels.

Le parc bâti en constitue un témoin privilégié.

En Brabant wallon, selon STABEL, plus de 50% du parc bâti résidentiel a été édifié à partir des années 70'. En cinq décennies, on a donc doublé le nombre de logements sur notre territoire avec une diversité de modèles architecturaux aussi ambitieuse que les catalogues d'époque le vantaient . C'est dire que la périurbanisation a été encouragée et planifiée par les politiques à l'œuvre dès les sixties. L'importante production immobilière depuis cette période n'est en effet pas le fruit du hasard, mais bien d'une succession de conditions favorables. Une période de forte croissance économique et démographique, un exode urbain accéléré par l'avènement de la voiture individuelle, un accès à la propriété encouragé et une mise à disposition de terrains comptent parmi les principaux motifs. Et en filigrane, un idéal de la vie (urbaine) à la campagne qui va s'ancrer durablement. Nous en sommes toujours tributaire, malgré les effets préjudiciables de ce mode d'occupation du territoire décrié depuis....quarante ans ! Forte consommation du sol au détriment des terres agricoles. Fragmentations des réseaux écologiques au détriment de la biodiversité. Standardisation des urbanisations au détriment des terroirs. Extension du réseau routier, intensité des circulations, pollutions, insécurité. Imperméabilisation des sols, ruissellement, inondations. Densification des réseaux et extensions des égouttages. Coûts pour la collectivité.

Les effets délétères de l'étalement de l'urbanisation ont fait émerger une politique de régulation et de réduction de l'artificialisation des sols. La Wallonie, sous l'impulsion de l'Europe, a sifflé en effet la fin de la récré. Échéance : 2050. L'arrêt de l'artificialisation à cette date impose de revoir nos manières de concevoir et utiliser le territoire, de passer de sa consommation à sa régénération. Notons que la tendance à la réduction de la consommation du foncier est positive en Brabant wallon depuis plusieurs années, mais, il n'en reste pas moins vrai que l'excédent de terrains disponibles à l'urbanisation s'avère, à quelques exceptions, important. Des choix s'imposeront. Se tourner vers le bâti existant en l'envisageant comme ressource à mobiliser pour répondre aux besoins, en logements entre autres, devient donc une opportunité, voire un impératif. Ce serait en tous les cas une erreur de continuer à s'en détourner.

Le territoire dont on hérite, singulièrement son parc bâti, est colossal et on n'a pas eu l'habitude de le regarder! C'est donc un patrimoine ordinaire, généreux et multiple que nous invitons à explorer avec l'attention du soin. A côté du patrimoine classé, reconnu, c'est à-dire un infime pourcentage de notre parc bâti, il sera en effet crucial d'entretenir, reconvertir, réinvestir, soigner le bâti ordinaire existant. Ce sera parfois réparer les erreurs du passé, souvent l'entretenir, à d'autres occasions saisir les opportunités d'une transformation plus conséquente. Aujourd'hui, la part des logements produits via rénovation reste marginale. Pourtant la rareté du foncier nous obligera à nous tourner vers ces lieux déjà artificialisés et construits. Il est donc important de mettre au centre des pratiques urbanistiques, architecturales et culturelles la valorisation de ces espaces bâtis. Plus qu'une question de briques, il s'agira aussi de considérer que l'on transporte l' histoire d'un lieu vers un autre récit de territoire.

Le patrimoine ordinaire dont on hérite adopte de nombreux visages et autant d'enjeux. Outre le jeune âge du bâti brabançon, on peut noter la surface généreuse que celui-ci déploie. Les statistiques nous apprennent ainsi que

nous avons substantiellement augmenté la surface de nos logements. Il y a bien sûr des différences entre communes, parfois importantes. Et l'on sait la sous-occupation des logements liée à la part grandissante des ménages isolés et au vieillissement de la population.

Le constat est donc simple : nous avons sous nos yeux un important parc bâti, étalé, dont la moitié est le fruit d'une production récente (moins de 50 ans) et qui offre de généreuses surfaces, dont une part en sous-occupation. De quoi envisager un grand potentiel de reconversion. Une reconversion qui devra suivre les principes d'optimisation spatiale et de recentrage autour des noyaux biens équipés.

Donner à voir le potentiel du patrimoine ordinaire

Les modalités de reconversion des urbanisations existantes sont multiples. Passons en revue plusieurs d'entre elles. **Un :** mobiliser le foncier urbanisé. Cela concerne la reconversion d'une parcelle ou ensemble de parcelles déjà occupée(s) par un bâti. Des projets de reconversions fonctionnelles, extensions, nouvelles constructions pour compléter l'existant peuvent s'envisager.

Deux : mobiliser le bâti existant. Ici aussi, les projets peuvent être multiples et variés : occuper, remobiliser les espaces vacants, qu'ils soient résidentiels, ou d'activités, diviser, étendre, surélever. La Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT) s'est prêtée à un exercice intéressant. Se basant sur une série d'hypothèses, ils ont estimé le nombre de logements qui pourraient être créés sans urbaniser de nouvelles parcelles, simplement en optimisant le bâti existant (extension, division, surélévation, deuxième construction annexe) . En Brabant wallon, ce sont plus de 40 000 logements qui se dégagent de cette estimation, dont près de la moitié situés dans les centralités, ces cœurs de villes et villages bien équipés.

Le patrimoine ordinaire est donc indéniablement une ressource pour l'avenir de nos territoires habités. Prendre en compte cette ressource devient une opportunité dès lors qu'on envisage tout son potentiel de transformation. Regénérer l'urbanisation est une source d'inspiration qui devra mobiliser architectes, urbanistes, artisans... à plusieurs conditions : (s')ouvrir à de nouveaux imaginaires d'habiter les territoires et d'envisager son logement, dégager la souplesse nécessaire à la transformation de nos cadres bâtis, cultiver la qualité architecturale des opérations, travailler autant les abords que l'enveloppe bâtie, ne rien omettre quant à l'optimisation énergétique.

CONTACT

Maison de l'urbanisme du Brabant wallon

Rue Belotte 3
1490 Court-St.-Étienne
m.urbanisme@ccbw.be



Vue aérienne d'un village © Maison de l'urbanisme

L'église au milieu du village

Christian PACCO,
Administrateur-Délégué du CIPAR

Présentation du CIPAR (Centre interdiocésain du patrimoine et des arts religieux)

Dans nos villes comme dans nos villages, l'église paroissiale occupe une place singulière. Monument central, souvent l'un des plus anciens et imposants du cadre bâti, elle structure l'espace, marque le paysage, incarne une mémoire collective. Chargée d'histoire, d'art et de sens, elle est à la fois repère patrimonial, témoin spirituel et lieu de vie communautaire.

Mais aujourd'hui, ces édifices se retrouvent au cœur de questionnements nouveaux. Ils se vident, dit-on ; ils coûtent, surtout. Leur avenir interroge, parfois inquiète. Faut-il les entretenir, les transformer, les fermer ? Le débat, souvent chargé d'émotion, touche à des questions sensibles d'identité, de transmission et d'usage.

Dans ce contexte délicat, le CIPAR joue un rôle essentiel. Constitué en 2018 par les quatre diocèses francophones de Belgique, le Centre interdiocésain du patrimoine et des arts religieux définit les stratégies et fournit des outils communs en matière de gestion et de protection du patrimoine religieux.

Sa création s'est faite avec l'appui de la Région wallonne, via l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP), et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, conscientes de l'enjeu que représente ce patrimoine pour l'ensemble de la société.

En lien avec les fabriques d'église, les autorités ecclésiastiques, les experts et les pouvoirs publics, le CIPAR agit comme un centre de ressources et un relais d'expertise. Il accompagne les acteurs locaux dans une gestion raisonnée, partagée et prospective de ce patrimoine.

Les missions du CIPAR

Le CIPAR a pour vocation de soutenir les acteurs de terrain dans la gestion, la préservation et la valorisation du patrimoine mobilier religieux. L'action du CIPAR se décline en plusieurs axes complémentaires.

1. Réalisation de l'inventaire du mobilier d'église

La première mission du CIPAR est d'aider les fabriques d'église à réaliser un inventaire complet de leur mobilier. Cette opération, trop longtemps négligée, constitue pourtant le socle indispensable de toute politique de conservation. On ne protège bien que ce que l'on connaît.

En 2022, la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté un décret visant à mieux protéger le patrimoine culturel religieux et rendant l'inventaire obligatoire. Ce décret

impose aux fabriques d'église de dresser un inventaire descriptif du mobilier conservé dans leurs édifices, à transmettre à l'administration dans un délai de cinq ans.

Pour répondre à cette exigence, le CIPAR a développé un outil numérique performant, en collaboration avec l'IRPA. Ce logiciel, mis gratuitement à la disposition des fabriques, permet de consigner chaque objet, de le localiser, de le décrire et de l'illustrer. L'usage de cet outil est accompagné de formations pratiques, dispensées sur place par l'équipe du CIPAR.

Aujourd'hui, près de la moitié des fabriques situées en Wallonie ont entamé leur inventaire, et plus de 300 l'ont déjà achevé. Cet effort de structuration progressive constitue une avancée majeure dans la connaissance et la protection de ce patrimoine.

2. Sécurisation des édifices religieux et plans d'urgence

L'inventaire n'est qu'une première étape. Encore faut-il que les œuvres inventoriées soient conservées dans des conditions appropriées et protégées des risques de vol, d'incendie ou de dégradation. C'est pourquoi le CIPAR accompagne également les fabriques dans la mise en œuvre d'une politique de sécurisation des édifices.

En 2022, un manuel de référence a été publié par le centre. Il aborde les aspects pratiques de la protection des biens mobiliers tout en tenant compte des réalités architecturales et de la nécessité de rendre les lieux accessibles au public. Ce guide est accompagné d'un questionnaire d'autoévaluation, permettant à chaque fabrique d'identifier ses points forts et les améliorations à envisager. Depuis 2023, le CIPAR développe un accompagnement spécifique à destination des fabriques et des communes pour l'élaboration de plans d'urgence. Ces documents, conçus sur mesure, permettent d'organiser en amont les procédures d'intervention et de sauvetage des œuvres.

3. Développement d'une expertise en art religieux

Le CIPAR ne se limite pas à la gestion administrative du patrimoine. Il joue également un rôle moteur dans la diffusion des connaissances et des bonnes pratiques en matière d'art religieux. Des journées d'étude sont régulièrement organisées, réunissant experts, responsables de fabriques et partenaires institutionnels. Des brochures pratiques sont publiées pour offrir des recommandations claires et directement applicables.

À côté de ces publications, des expositions didactiques sont conçues pour être installées dans les églises elles-mêmes. Faciles à mettre en place, elles permettent de sensibiliser un large public aux enjeux de la conservation. Différents thèmes sont abordés : les textiles liturgiques, l'orfèvrerie, la sculpture en bois, la peinture ou plus récemment les vitraux. Ces expositions sont à la disposition des responsables d'églises.

4. Un réseau d'églises à trésor

Enfin, le CIPAR travaille à structurer un réseau d'églises à trésor. Ces lieux abritent des œuvres majeures classées par la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais sont souvent gérés par des structures ecclésiales locales qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour en assurer la conservation et la mise en valeur.

En créant ce réseau, le CIPAR entend favoriser les synergies, partager les bonnes pratiques et promouvoir ensemble ce patrimoine d'exception. L'objectif est de garantir une gestion cohérente et durable de ces trésors, au bénéfice du public et des communautés locales.

Des outils concrets au service du terrain

Conscient que la préservation du patrimoine religieux repose avant tout sur des acteurs locaux souvent bénévoles et peu dotés en ressources, le CIPAR met à disposition une série d'outils concrets, simples et accessibles. Ceux-ci sont destinés tant aux membres des fabriques d'église qu'aux autorités communales et aux amateurs éclairés de patrimoine.

- **Un manuel pratique d'inventaire :** guide méthodologique pour recenser et documenter les œuvres.
- **Un logiciel d'inventaire :** outil gratuit développé avec l'IRPA, accessible via les services diocésains.
- **Des brochures spécialisées :** orfèvrerie, textiles, statuaire, vitrail (en cours de publication).
- **Des inventaires sur demande :** services spécifiques selon cahier des charges et devis.
- **Une lettre d'information mensuelle :** diffusion d'actualités, d'outils, d'appels à projets.

Conclusion

Face aux défis actuels que connaît le patrimoine religieux – baisse de la pratique, raréfaction des moyens, changement des usages – il ne s'agit pas seulement de préserver des objets ou des bâtiments, mais de repenser ensemble leur place dans le tissu local. L'église paroissiale demeure, qu'elle soit encore en activité ou non, un marqueur fort de l'identité d'un village ou d'un quartier. Elle appartient à la mémoire de tous, au-delà des convictions religieuses.

Dans ce contexte, le CIPAR agit comme un **relais de compétences** et un **centre de ressources**. Il soutient les fabriques, informe les autorités communales, structure les démarches et mutualise les bonnes pratiques. Son action, en lien avec les Régions, les diocèses et les institutions patrimoniales, vise à construire une approche cohérente

et réaliste, respectueuse à la fois des valeurs spirituelles et des impératifs citoyens.

Le partenariat entre le monde ecclésial et les pouvoirs publics est plus que jamais indispensable. Le CIPAR se tient à la disposition des administrations communales pour accompagner les projets locaux, répondre aux interrogations, proposer des outils et inscrire la gestion du patrimoine religieux dans une dynamique collective, durable et partagée.

Préserver les églises, c'est préserver un patrimoine vivant, ouvert sur l'avenir.

CONTACT

CIPAR ASBL,
Rue de l'Évêché 1,
5000 Namur

www.cipar.be
info@cipar.be



Eglise et place de Plancenoit © CIPAR

Nature et Patrimoine bâti : atouts, faiblesses, opportunités et/ou menaces ?

Vincent BULTEAU,
Conseiller en Environnement et Développement Durable
de la commune de Beauvechain

Au préalable, un autre regard sur le patrimoine

Le patrimoine naturel et le patrimoine bâti sont souvent appréhendés de manière séparée. Dans les faits, ces patrimoines sont intimement liés pour le meilleur et pour le pire. Pour mieux comprendre et appréhender, il faut avoir la capacité de changer sa vision. Il ne faut plus regarder les monuments comme tels, mais bien s'imaginer qu'il s'agit de rochers, falaises, pics rocheux, ou encore pelouses sèches remplis de cavités. Ainsi, la faune comme la flore qui occupent ces édifices sont des espèces dites rupestres comme le Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), l'Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbicum*), le Martinet noir (*Apus apus*), le Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*), la Fausse Capillaire (*Asplenium trichomanes*), les Orpins (*Sedum sp.*) qui vont occuper ces différents espaces.



La Fausse Capillaire © Vincent Bulteau

Les législations de conservation de la nature

Pour compléter cette approche, il y a les législations de base de conservation de la nature, protection de la faune et de la flore qui en forgent les grandes lignes comme :

- La Loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.
- Les Directives européennes, et évidemment, leurs transpositions en droits belge et wallon. :

> La Directive européenne du Conseil 79/409 du conseil du 02 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, dites « directive oiseaux »,

> La Directive européenne du Conseil 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, dite « directive habitats »,

> La Directive européenne du Parlement européen et du Conseil 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, dites « directive cadre-eau DCE »,

Interactions entre la faune et les autres patrimoines

Après avoir planté le décor, nous pouvons entrer dans le vif du sujet : l'interaction entre le patrimoine naturel et les autres patrimoines. Parmi les espèces qui exploitent au mieux les édifices, ce sont les espèces rupestres qui en fonction de leurs besoins vont exploiter la hauteur, l'orientation, les perchoirs, les supports, les cavités, etc.

Les sites patrimoniaux ainsi que la faune sauvage représentent des atouts majeurs pour l'un l'autre, car ils attirent les visiteurs et peuvent contribuer ainsi à dynamiser l'économie locale. Cette valorisation est soutenue par les politiques publiques et les associations qui œuvrent activement pour la préservation de l'environnement et du patrimoine. De plus, les techniques modernes permettent aujourd'hui de restaurer et d'entretenir ce patrimoine tout en respectant les exigences environnementales. Cependant, certaines faiblesses persistent. L'éducation et la sensibilisation à l'importance du patrimoine et de la biodiversité restent insuffisantes, y compris au niveau législatif. À cela s'ajoute un manque de vision anticipée dans la gestion de l'installation de certaines espèces, ce qui peut engendrer des déséquilibres écologiques et/ou la détérioration des édifices par les fientes par exemple.

Malgré ces faiblesses, des opportunités existent. Les avancées technologiques offrent de nouvelles méthodes de restauration et de préservation des espèces menacées, tout en facilitant la surveillance des écosystèmes. Par ailleurs, l'élaboration de plans de protection et la mise en place de réglementations contribuent également à renforcer la préservation des patrimoines.

Enfin, des menaces pèsent sur cet équilibre fragile. L'introduction d'espèces non désirées peut avoir des répercussions négatives, tant sur les structures bâties que sur la faune locale. Ainsi la souche domestiquée du Pigeon biset, communément appelé « Pigeon voyageur » pour les concours ou encore « Pigeon des villes » pour celui retourné à l'état sauvage, provoque des dégâts importants aux édifices par sa fiente. Dans un même temps, cette espèce a une valeur patrimoniale historique et culturelle importante depuis le Moyen Age par son utilisation comme système de communication, sans oublier le symbole de richesse qu'il représente par la taille des colombiers des grandes demeures et autres censes d'antan.

Les menaces peuvent découler aussi de situations de défense des valeurs patrimoniales comme la mise en œuvre de la Directive européenne « cadre-eau » pour sa partie dédiée à la libre circulation des poissons et la cartographie wallonne qui s'en suit. Comme exemple concret, le Moulin des Forges à Hamme-Mille. La cartographie montre que l'ouvrage du Moulin des Forges sis sur le cours d'eau La



Le Moulin des Forges, Hamme-Mille
© Vincent Bulteau

Néthen est un obstacle infranchissable pour l'ichtyofaune. Suite à cela, le gestionnaire du cours d'eau a soumis un permis d'urbanisme pour un projet de passe à poissons. Suivant les hydrauliciens, le débit de la rivière est insuffisant pour alimenter les deux passages. Toute l'eau devant par conséquent passer par la passe à poissons. Un collectif de citoyens a pris la défense de ce patrimoine bâti « touche pas à ma cascade ». Le permis n'a pas été octroyé. C'est un problème entier puisque la levée des obstacles pour la libre circulation des poissons est une obligation et en même temps, c'est une valeur patrimoniale qui doit être sauvegardée à la demande des citoyens.



Animation pédagogique dans la glacière
de Tourinnes-la-Grosse © MMC

Il y a aussi des actions de complémentarités. La glacière reliant l'église St-Martin de Tourinnes-la-Grosse à la cure par un tunnel sous la route est un bel exemple. De mi-avril à fin septembre, cet espace est dédié aux patrimoines culturel et historique par des visites guidées spécifiques ou encore des animations. De début octobre à mi-avril, l'endroit est rendu inaccessible au public et devient une zone d'hibernation pour les chiroptères comme les Vespertilions à moustaches (*Myotis mystacinus*).



Vespertilion à moustaches
© Vincent Bulteau

Interactions entre la flore et les autres patrimoines

Le patrimoine bâti présente un réel intérêt pour certaines espèces de notre flore, en raison de la composition du substrat qu'il offre comme support. En effet en fonction du type de pierres utilisées ou le liant de rejointoiement (ciment, poussier, mortier, etc.) ceux-ci seront directement dédicacés à une flore qui leur est spécifique. Cette flore peut d'ailleurs contribuer à mettre en valeur d'autres éléments patrimoniaux par la forme et la couleur qu'elle arbore. Pour illustrer, la Place Communale de Beauvechain dont les pavés sont rejointoyés par du poussier de porphyre donne le substrat idéal pour le développement de la Gnaphale blanc-jaunâtre (*Gnaphalium luteoalbum*), espèce inscrite sur la liste rouge de la flore de Wallonie et relativement commune en Flandres.



La Gnaphale blanc-jaunâtre
© Vincent Bulteau

Toutefois, ce bâti est soumis à des faiblesses, notamment sa dégradation due au manque d'entretien, ce qui peut être aggravé par le statut de protection accordé à la flore qui s'y installe, sans oublier que si le patrimoine bâti disparaît, il en sera de même de la flore spécifique qui s'y trouve.

Néanmoins, une opportunité réside dans le fait que tout bâti finit par devenir, tôt ou tard, un support pour la flore rupestre. Il faut toutefois être conscient des menaces telles que les changements de composition des matériaux composant les édifices, ainsi que les impacts des conditions météorologiques et des événements extrêmes qui ont une influence sur l'ensemble des patrimoines.

Les arbres remarquables : un patrimoine en évolution constante

Les arbres remarquables représentent un véritable patrimoine vivant, dotés de nombreuses valeurs écologiques, patrimoniales, historiques, esthétiques et symboliques. Leur présence contribue non seulement à la richesse naturelle d'un territoire, mais peut également constituer un atout touristique majeur. Grâce à leur résilience naturelle, ils s'intègrent durablement dans leur environnement, offrant ainsi un lien fort entre nature et culture. Cependant, ces arbres présentent également certaines faiblesses. Leur vulnérabilité naturelle, conjuguée à un entretien souvent complexe et coûteux, les rend particulièrement sensibles aux aménagements urbains. De plus, ils sont encore trop peu connus du grand public, ce qui limite leur reconnaissance et leur protection.

Malgré cela, de nombreuses opportunités émergent pour les valoriser. Le développement du tourisme vert, la mise en place de projets de sensibilisation à destination des citoyens et des scolaires, ainsi qu'un cadre législatif de plus en plus favorable, offrent des leviers importants pour leur préservation et leur mise en lumière. Mais ces arbres doivent également faire face à plusieurs menaces. Le changement climatique, l'urbanisation croissante, la pollution, les maladies ou encore les actes de vandalisme représentent des dangers réels. À cela s'ajoute un manque de sensibilisation, qui freine les actions de préservation. La protection et la valorisation des arbres remarquables nécessitent donc une prise de conscience collective, un engagement durable et des politiques publiques ambitieuses pour assurer leur pérennité au cœur de nos territoires.

L'évolution des Hêtres pourpres remarquables de l'entité de Beauvechain représente concrètement cette situation. En moins de 10 ans, des descentes de cime, défoliation, attaques entomologiques et fongiques ont atteint plus de la moitié de ces arbres repris sur liste arrêtée. Les impacts vont du simple petit stress à l'abattage en urgence. Néanmoins, certains individus tirent leur épingle du jeu car leur situation tant géographique qu'édaphique a permis de les préserver. La tendance semble indiquer une inévitable disparition de cette essence sous nos latitudes dans les 10 prochaines années.

Liens utiles d'aide à la décision

D'un point de vue pratico-pratique, certains sites internet peuvent aider tant à la décision qu'à l'intégration entre les différents patrimoines.

- **https://bati.natagora.be**

Ce site permet d'intégrer des gîtes pour la faune dans le bâti, et végétaliser tant les abords que les édifices dans une optique de reconstruction/redéploiement du maillage écologique. Il s'agit d'un guide méthodologique qui apporte des solutions concrètes pour cohabiter entre nos différents patrimoines.

- **https://observations.be**

C'est une énorme base de données alimentée en permanence par des naturalistes. Les espèces patrimoniales comme leurs nids sont protégés. Par cette base de données, il est possible de repérer, par exemple, les colonies d'Hirondelles de fenêtre (*Delichon urbicum*).



Nid hirondelle de fenêtre
© Vincent Bulteau

En conclusion

Les patrimoines bâtis comme naturel sont intimement liés pour le meilleur et pour le pire. Bien souvent non appréhendé, le patrimoine naturel peut s'exprimer de façon exceptionnelle en utilisant le patrimoine bâti comme support. A d'autres moments, le patrimoine naturel prend le dessus au détriment des autres patrimoines. Les législations sont parfois antagonistes entre les patrimoines qu'elles protègent. Il faut trouver le juste milieu. Le tout soumis au temps qui passe et aux évolutions des conditions météorologiques... L'idéal est une analyse conjointe de tous les patrimoines.

CONTACT

www.beauvechain.eu

Place communale 3
1320 Beauvechain

environnement@beauvechain.be



Ecuries de la ferme de Wahenges, L'Ecluse
© Mathieu Bertrand

La Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté de Beauvechain

Mathieu BERTRAND,
Directeur de la Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté

Genèse d'un projet

Parmi les atouts que possède le territoire de la commune de Beauvechain il y a certainement ceux qui ont trait au caractère rural de son cadre de vie, à son patrimoine naturel et bâti ainsi qu'à ses structures associatives et culturelles dynamiques. Afin d'encourager et de préserver ces aspects, la commune s'est dotée d'un Programme Communal de Développement Rural dont un de ses axes de force est le pilier culturel qui vise au rassemblement et à la valorisation des ressources documentaires et historiques locales dans le but de les conserver et de les utiliser, notamment pour renforcer le sentiment d'appartenance des habitants et créer de nouveaux liens sociaux.

Pour atteindre cet objectif la commune s'est investie depuis plusieurs années dans la conception d'une Maison rurale, Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté. À l'aube de ce projet, la future Maison était déjà imaginée comme une composante communale qui œuvre à la réception, la conservation, l'étude, la médiation, l'information et l'animation au départ de son champ d'action. Ce service devait servir de silo, de réservoir à matière – qu'elle soit rurale, citoyenne, mémorielle, patrimoniale ou touristique – à l'intention de tous, en priorité dans et pour la localité. Il constituerait également, en association avec le Centre Culturel de Beauvechain et les écoles, via le renforcement de la mémoire locale, un pôle d'éducation à la citoyenneté.

Un Service « Mémoire et Citoyenneté »

Sans attendre l'ouverture effective de la Maison, un service dénommé « Mémoire et Citoyenneté » a été créé à la fin de l'année 2016. Ce service devait œuvrer et œuvre toujours actuellement à :

- Valoriser et protéger les ressources locales, son patrimoine et son cadre de vie.
- Rassembler, identifier et veiller au classement ainsi qu'à la conservation d'un patrimoine local pour le moment épars.
- Faire participer au maximum les habitants de la commune en créant des projets avec, par et pour eux.
- Dynamiser les associations locales autour de son périmètre d'activité (cercle généalogique, de photos, ...).
- Soutenir le développement touristique.
- Être un pôle d'éducation à la citoyenneté.



Raymond Delestinne et Christiane Vanmeerbeeck
© Atelier de l'Image

Plusieurs actions autour de trois axes principaux

Si cette Maison devait agir d'abord au bénéfice des habitants du village,
elle doit aussi faire preuve d'ambition pour continuer à nourrir sa capacité à rassembler.

Les missions de la Maison de la Mémoire vont s'articuler autour de 3 axes principaux :

Ses opérations de base, celles qui ont nourri la Maison de la Mémoire jusqu'à aujourd'hui, à la faveur des habitants de Beauvechain.

- Les Journées du Patrimoine.
- La récolte de témoignage et la médiation de toutes les traces historiques locales avec, à chaque fois, la volonté de partir du micro pour envisager des thématiques de manière plus macro.
- La cocréation d'animations et de projets scolaires, souvent en partenariat, comme un tailleur de pierre, le Centre culturel de Beauvechain, le Centre culturel de Jodoigne, la Maison du conte et de la littérature. Nous tenons particulièrement à ce lien entre le monde créatif de la culture et le patrimoine culturel au sens large.
- Le tri et la sauvegarde de la documentation via la numérisation et l'édition d'ouvrages spécifiques, en collaboration avec l'Atelier de l'Image ou les Amis de Max van der Linden.
- Le recensement et la médiation du Petit Patrimoine Populaire Wallon avec les habitants de la commune de Beauvechain, mais aussi ailleurs, comme à Orp-Jauche, Andenne, Wasseiges, Jodoigne ou encore Fernelemont, en collaboration avec les Communes mais aussi les GAL ou la FRW.
- L'édition et la coréalisation d'ouvrages et de carnets pédagogiques.
- L'édition de catalogues d'expositions.
- La création ou l'accueil d'expositions ou de conférences, en partenariat avec l'AWaP notamment, mais aussi avec le Festival Musiq3 et d'autres institutions.
- Et dernièrement, la réalisation d'un projet-pilote puis d'un Guide visant l'implémentation par les villes et Communes d'un Plan d'Urgence des Biens Culturels sur leur territoire, en partenariat et avec le soutien du Gouverneur de BW, de la FWB, de l'AWaP et du Bouclier bleu belge.

L'hébergement de l'ECHARP (L'Entente des Cercle d'Histoire et d'Archéologie du Roman Païs) qui fédère l'ensemble des Cercles d'histoire du Brabant wallon.

- Cette coupole est garante d'une mine d'informations très éparses que la Maison de la Mémoire pourrait centraliser et sauvegarder.
- L'objectif sera en priorité de scanner et mettre en ligne cette gigantesque source documentaire. Cet axe va aussi permettre de créer un pôle de médiation en offrant un lieu de conférences et de publications, pour les jeunes comme pour les plus anciens d'entre-nous.
- Des discussions sont en cours avec la Province du Brabant wallon afin d'évaluer la possibilité de créer une plate-forme numérique d'échange de contenu (publication documents historiques, images, cartes postales, coupures de presse...) nourrie par l'ensemble



La chapelle du Rond-Chêne, Tourinnes-la-Grosse
© Mathieu Bertrand

des Cercles d'Histoire et d'Archéologie du Brabant wallon

L'accompagnement « Patrimoine » en poursuivant ses conseils aux services communaux.

- Elle pourra également proposer son aide, aux communes intéressées, pour la confection de dossiers de classement, de demandes de subsides en faveur du Petit Patrimoine, pour coordonner des recensements divers et mettre en valeur le patrimoine d'un territoire plus large mais qui partage des caractéristiques communes.

- Un projet de soutien aux communes qui souhaiteraient mettre en place un Plan d'urgence dédié à leur patrimoine culturel est par ailleurs en cours de discussion avec la Province du Brabant wallon.

CONTACT

La Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté de Beauvechain

Rue de la Bruyère Saint-Martin, 23
1320 Tourinnes-la-Grosse
0473/61.43.08
mmc@beauvechain.be



La Maison de la Mémoire et de la Citoyenneté, Tourinnes-la-Grosse
© Mathieu Bertrand

Conclusion

Prise de parole de Benjamin GOES, Député provincial en charge de la Culture et du Tourisme

Chers vous toutes et tous,
C'est un plaisir de venir dans ma commune, chez moi,
en tant que Député provincial en charge de la Culture et du Tourisme.

Il me revient de clôturer les travaux de cette journée qui a été riche en informations et en échanges de qualité.
Ceux qui me connaissent le savent, le patrimoine et la culture font partie de mes intérêts et de mon engagement depuis longtemps. Il me tient à cœur de défendre et de développer ces matières à l'échelle de la province du Brabant wallon qui fête cette année ses 30 ans.

Aujourd'hui j'ai entendu des organes publics, référents dans leur matière, investis et à l'écoute. Chacun étant un maillon important dans un secteur qui se distingue par sa complexité institutionnelle. J'ai entendu des acteurs qui ne comptent pas leur temps, au travers d'ASBL, d'associations de fait ou de services communaux. J'ai vu un public issu des administrations communales mais aussi des Cercles d'histoire ou des Collèges scabinaux qui, tous et chacun à leur manière, se préoccupent de leur patrimoine culturel et de son devenir.

A mon niveau, je souhaite contribuer, avec la province, au développement des plans d'urgence à destination des biens culturels de nos communes, en nous appuyant sur l'expertise de la Maison de la Mémoire, des Services du Gouverneur et des zones de secours mais aussi des services communaux pour que nos fleurons soient encore mieux protégés.

Après vous avoir écouté avec attention, je suis conforté dans ce que je crois fermement. L'axe Patrimoine-Tourisme-Culture doit être considéré non seulement comme un outil de développement et de valorisation territoriale mais aussi et peut être surtout comme un moyen de penser son territoire avec intelligence, créativité et fierté.

Nous devons tenir compte de notre patrimoine et de notre culture au sens large pour ne pas perdre le sens de ce que nous sommes. Nous avons besoin du patrimoine et de la culture, aujourd'hui encore plus qu'hier, pour faire face au flou, pour répondre aux fausses informations, pour rétablir les faits et conserver nos droits. Nos droits humains, notre droit de rêver et aussi notre droit autant que notre besoin de jouir pleinement de nos richesses culturelles.

Grand merci à vous tous pour votre présence !



Le public lors de la journée du 28 mars 2025
© Mathieu Bertrand

Wallonie patrimoine AWaP

Commune de Beauvechain

Les enjeux du patrimoine culturel à l'échelle des villes et communes